

Le Plan de Badajoz et le développement de l'Extremadoure espagnole

par J. WILMET

Chercheur qualifié du F. N. R. S.
Maître de Conférences à l'Université de Liège

INTRODUCTION

Deux traits fondamentaux des paysages espagnols sont la diversité régionale, d'une part, et l'aspect fortement contrasté entre les zones sèches et les zones irriguées, d'autre part.

La diversité des paysages régionaux trouve son origine dans l'appartenance du monde ibérique à des milieux physiques très différents allant de l'alpin au méditerranéen, de l'océanique au continental; mais aussi, dans la variété des formes de peuplement, la composition ethnique, l'évolution historique et la structure sociale de ses populations.

Le second caractère constitue, à l'exception du littoral cantabrique, le commun dénominateur de la structure régionale depuis le pied des Pyrénées jusqu'à Gibraltar. Si les conditions du cadre naturel et du milieu humain tendent à diversifier l'évolution économique-sociale du pays, la rareté générale de l'eau marque les conditions préalables à cette évolution d'une commune problématique. Toute vallée arrosée par une rivière pérenne est donc une ressource inestimable, non seulement pour l'agriculture mais aussi pour l'habitat et la vie urbaine.

Si de gros bourgs ont pu s'établir sur les plateaux ⁽¹⁾, tous les centres urbains qui ont marqué la civilisation espagnole sont

⁽¹⁾ Notamment en Extremadoure et dans le sud en général; apparus lors de la Reconquista.

liés au site d'une rivière ou d'un fleuve; il est né souvent même une étroite association d'idées entre la ville et sa vallée irriguée; ainsi on parle de la *vega* ⁽¹⁾ de Grenade, de celle de Murcie ou de Cordoue.

Toutes les dépressions fluviales ne sont pas cependant dignes du même intérêt; comme nous l'avons dit plus haut, la rivière pérenne comporte de tels avantages; il n'en est pas de même de la « rambla », ravin caillouteux qui s'assèche durant tout l'été.

Dans de telles conditions, il n'est pas étonnant que les efforts de développement régional aient plus spécialement porté sur les plaines alluviales dans toute la péninsule ibérique. Celles-ci sont devenues, pour employer le jargon des aménageurs, des *unités opérationnelles* ⁽²⁾ de développement régional.

Quelle est donc la portée d'une telle expression dans le domaine de la géographie appliquée? A cet égard, la valeur de l'outil constitué par la vallée nous paraît être fonction de l'importance de celle-ci dans la constitution même de l'entité régionale. C'est une erreur fréquemment commise par les planificateurs non géographes que d'attribuer à un élément de milieu (physique le plus souvent) un rôle « opératoire » arbitraire dans le processus de développement. Cette manière de procéder peut conduire à des déséquilibres régionaux importants, si elle n'envisage que les accroissements de produit dans l'unité opératoire elle-même, sans se soucier des éventuelles diminutions de rendement, voire des abandons de terroir survenus dans les zones circumvoisines.

En effet, l'action d'aménagement entreprise dans la vallée a pour résultat de privilégier un élément économique d'une entité régionale préexistante dont les différentes parties étaient très généralement complémentaires ⁽³⁾. Les effets de cette prédilection sur les autres parties de la région sont imprévisibles, dans une large mesure, et cela pour deux motifs :

1° parce que, au processus de complémentarité régionale,

⁽¹⁾ Littéralement : vallée fertile (irriguée).

⁽²⁾ Ou « opératoires » selon certains auteurs.

⁽³⁾ Bien entendu, certaines sections de vallée peuvent n'avoir connu *aucune utilisation* avant l'aménagement de type opérationnel (deltas marécageux et impaludés, gorges aux flancs abrupts); de tels cas sont spatialement limités et assez exceptionnels; ils font généralement partie d'aires de bonifications plus vastes, anciennement intégrées à l'oecumène.

on substitue un processus de domination dont les termes (zone dominante - zones dominées) sont inégalement connus;

2^o parce que les effets sur les zones voisines de la nouvelle structure économique dans l'unité opératoire dépendent de *relations nouvelles* (substituées aux relations de complémentarité) dont le fonctionnement, extrêmement complexe, échappe aux modèles de simulation économétriques. La réaction globale des zones périphériques n'est que très rarement envisagée, comme on l'a dit plus haut. Elle ne pourrait d'ailleurs être que partiellement comptabilisable par suite de l'importance d'un secteur traditionnel dont les activités échappent, en tout ou en partie, à la mensuration monétaire. On ne peut donc parler à ce sujet que d'estimations plus ou moins correctes. De plus, les relations que ces activités traditionnelles (glandée, transhumance, agriculture en grande partie d'autosubsistance) entretiennent entre elles et avec les autres secteurs de l'économie, sont mal définies et sporadiques. Il en résulte que ces interactions sont difficilement exprimables sous forme matricielle.

Il semble donc bien, dans l'état actuel des connaissances, que si la recherche économétrique est utile et même nécessaire, elle ne peut se passer de la complémentarité que lui offre l'investigation géographique. Malheureusement, on doit déplorer la rareté des *apports systématiques* fournis par la science géographique dans ce domaine. Les transformations spatiales d'une région « en développement » ou en cours d'aménagement ne sont pas suffisamment étudiées dans leur *dynamique*, leurs *relations causales* et leurs *aspects quantifiables*. Il existe pourtant plusieurs techniques géographiques permettant l'examen de ces transformations spatiales. Parmi les plus intéressantes pour le régionaliste, on peut citer :

1^o l'étude des fluctuations des *limites régionales* sous l'influence des *forces de polarisation* engendrées par l'aménagement (en échelonnant dans le temps des observations sur les indices de polarisation du type proposé par E. JUILLARD) ⁽¹⁾;

(1) Voir E. JUILLARD, *Applications pratiques de la régionalisation économique*. Methods of Economic Regionalization. Proceedings of the 2nd General Meeting of the Commission on methods of Economic Regionalization of the International Geographical Union, September 9-13, 1963, in Jablonna, Poland, dans *Geographica Polonica*, 4, Varsovie, 1964, pp. 153-164.

- 2° l'examen de l'évolution des *mouvements migratoires alternants et définitifs* et de la *structure démographique* sur base communale;
- 3° celui de l'évolution des *structures agraires* par l'utilisation d'indices portant notamment sur le régime foncier, le parcellement, la distance champs-siège de l'exploitation et provenant d'observations répétées;
- 4° celui de l'évolution des *structures et des caractéristiques de la production agricole*, comme les taux de mécanisation, les indices de spécialisation des cultures, le pourcentage des terres irriguées, les rendements, le taux de commercialisation des différentes cultures;
- 5° l'évolution de l'*habitat* : localisation et pourcentage par commune de nouvelles constructions par type et destination d'usage, localisation et pourcentage par commune des maisons abandonnées, de manière à établir une répartition par zones de cette évolution;
- 6° l'évolution des *localisations industrielles*, de l'*emploi* dans l'industrie sur base communale et des *spécialisations* industrielles;
- 7° l'évolution dans la localisation des *organismes de crédit et d'épargne* en tenant compte de leur importance financière relative.

Une synthèse partielle des modifications spatiales pourrait consister dans l'examen comparé de cartes d'affectation des sols suffisamment précises et dressées à plusieurs époques (avant le projet, en cours d'exécution, projet terminé); elles serviraient également à l'examen des fluctuations des limites régionales.

Bien entendu, il n'est pas question ici de *prévisions*, en l'absence d'un plan régional; mais ces recherches fournissent un certain nombre de moyens de contrôler l'efficacité régionale de l'aménagement et de *localiser* éventuellement des actions destinées à pallier les insuffisances ou les effets traumatisants de cet aménagement, d'en déterminer les *objectifs*, d'en fixer l'*importance*.

* * *

La modeste contribution qui suit ne prétend pas aborder tous les domaines de cette ample recherche qui ne peut être effectuée qu'en équipe. Nous souhaitons seulement en montrer l'intérêt, en appliquant certaines de ces techniques d'examen à un cas

concret d'aménagement fluvial dans une région sous-développée de l'Espagne du Sud.

Pour terminer, nous tenons à exprimer ici nos vifs remerciements à de nombreuses personnalités et institutions espagnoles qui, tant sur le terrain qu'en Belgique, nous ont aidé, procuré une abondante documentation et piloté dans les Vegas. Nous voulons citer tout spécialement les fonctionnaires de l'Instituto Nacional de Colonizacion, de l'Ambassade d'Espagne en Belgique, de l'Instituto Nacional de Estadística, ainsi que de la Banque de Bilbao. Qu'ils veuillent bien trouver ici le témoignage de notre reconnaissance.

I. — PRÉSENTATION DE L'EXTREMADOURE ET DU PLAN DE DÉVELOPPEMENT DE BADAJOZ

A. — LE MILIEU EXTREMEÑO.

Aspect physique. — Il serait peu méthodique de décrire l'entreprise du Plan de développement provincial de Badajoz sans la situer dans son cadre régional, l'Extremadoure espagnole.

J. SERMET ⁽¹⁾ pense qu'il est peu de régions ibériques aussi nettement définies, bornées et originales que celle-ci.

Ses limites sont nettes, du moins vers l'Espagne. Au nord, elle se heurte aux sierras de Gata et de Gredos du système central; à l'est, à la Sierra de Guadalupe et aux monts de Tolède; au sud, à la Sierra Morena; vers l'ouest, elle se poursuit quelque peu en territoire portugais, pour être morcelée à la lisière ouest de la province du Haut-Alemtejo par un système hydrographique plus vigoureux.

Car l'Extremadoure est un bas-plateau. Fragment de socle hercynien « basculé doucement vers le sud-ouest » ⁽²⁾, de 600 m d'altitude au nord à 300 et moins dans la partie méridionale ⁽³⁾, elle est rabotée par des surfaces d'aplanissement très importantes en surface (photo 1). P. BIROT et J. DRESCH pensent qu'il s'agit

⁽¹⁾ J. SERMET, *L'Espagne du sud*. Paris, Arthaud, 2^e éd., 1963, 394 p., 1 glossaire, 3 cartes h.-t.

⁽²⁾ P. BIROT et J. DRESCH, *La Méditerranée et le Moyen-Orient*, dans Coll. *Orbis*, Paris, P. U. F., 1953, p. 143.

⁽³⁾ Et 200 m dans la cuvette de Badajoz au sud-ouest.

d'une surface de type polygénique, prémiocène, surmontée localement d'épandages pliocènes sous forme de cailloutis grossiers constituant des terrasses, les « rañas », en bordure de chaînes résiduelles quartzitiques. Par endroits, ces surfaces sont d'allure pédimentaire et présentent des Inselberge ⁽¹⁾.

Cette planéité générale des surfaces fait encore mieux ressortir quelques cordons montagneux; ceux-ci sont pourtant plus nombreux et pressés à la bordure sud de la Tierra de Barros qui forme la « marche » de la région vers la Sierra Morena. Ces cordons montagneux, d'orientation ouest-nord-ouest — est-sud-est, sont découpés dans les quartzites ou les granites, ces derniers surtout vers le sud. L'un d'eux sépare l'Extremadoure en deux parties nord et sud; c'est la Sierra de San Pedro (710 m); il se poursuit, d'une part, au Portugal, sous forme d'un massif un peu plus volumineux, la Sierra de San Mamed; il est d'autre part relié à la Sierra de Guadalupe par la Sierra de Montanchez (988 m).

Cet aperçu morphologique serait incomplet si l'on omettait les deux artères hydrographiques d'Extremadoure du nord et du sud : respectivement le Tage et le Guadiana qui traversent la région d'est en ouest. La morphologie de chacune des deux vallées est bien différente. Le Tage, sollicité par un niveau de base relativement proche au Portugal et situé dans la partie la plus élevée de la pénéplaine, entaille vigoureusement celle-ci en un sillon étroit et relativement profond (photo 2). Au contraire, le Guadiana, au sortir du coude de Cijara dans les monts de Tolède, tombe dans une série de cuvettes tertiaires (probablement miocènes) qu'il remblaie d'importants lits alluviaux jusqu'à un nouveau coude brusque vers le sud au sortir du territoire espagnol en face d'Elvas, la citadelle portugaise. Cette conformation a, en quelque sorte, scellé le destin des deux compartiments, car la richesse des sédiments alluviaux et la largeur de la vallée ont attiré les hommes vers le Guadiana depuis l'Antiquité. Deux villes romaines s'y sont établies sur de petits massifs batholitiques émergeant des alluvions (Merida ou Emerita Augusta et Badajoz ou Pax Augusta) ⁽²⁾. Bien que Caceres dans le nord doive son origine à un *castrum*, elle n'a pas eu, dans l'Antiquité, l'éclat dont attestent

⁽¹⁾ P. BIROT et J. DRESCH, *ouvr. cité*, p. 143.

⁽²⁾ Voir J. SERMET, *ouvr. cité*, p. 363.

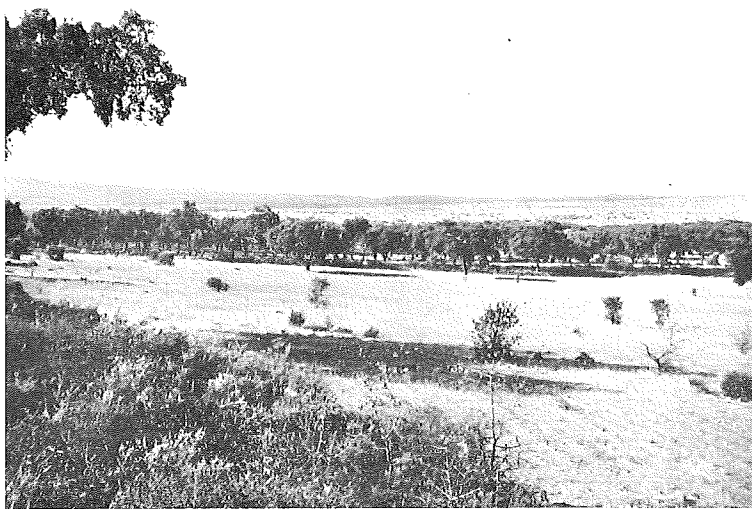


PHOTO 1. — La pénéplaine d'Extremadoure du Nord (Campos de Caceres)
vue de la Sierra de San Pedro (710 m).

A gauche, on aperçoit l'extrémité orientale de la Sierra Jabonero. Au second plan, la « Encina » de chênes-verts. Au premier plan, l'extrémité du tapis épineux d'une cisteraie défrichée partiellement en une clairière pâturée.



PHOTO 2. — Le Tago encaissé dans une étroite plaine alluviale à la traversée
de l'Extremadoure du Nord (environ de Garrovillas).

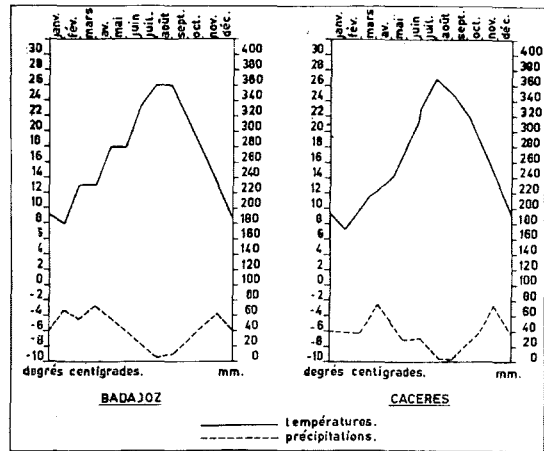


FIG. 1. — Climatogrammes de l'Extremadoure
(Source : *Nuevo Atlas Aguilar de España*, Madrid, 1961).

les imposantes ruines parsemant Merida. L'histoire joue à nouveau à l'âge technique, et il faut aller jusqu'au pied de la Cordillère Centrale hispanique, dans la région de Plasencia (d'origine romaine également) et du rio Alagon pour retrouver à une échelle plus modeste la fertilité étalée dans les plaines du Guadiana.

Le *climat régional* est typiquement méditerranéen bien qu'on se trouve encore dans la Meseta. Les graphiques de la figure 1 permettent de s'en convaincre.

Ce climat permet l'agriculture sèche. A peine plus humide en été et légèrement moins chaud dans la région de Caceres, il est quelque peu plus sec durant cette saison en Extremadoure du sud, dans la région de Badajoz pourtant bien située par rapport aux vents du sud-ouest; ce compartiment est aussi malheureusement plus chaud. La région de Merida notamment est l'une des plus chaudes d'Espagne et il est fréquent, au cours des mois de juillet-août, de voir le thermomètre y dépasser 40° à l'ombre au milieu du jour. A l'est de Merida, la pluviosité tend à diminuer. Le sous-compartiment de la Serena est moins arrosé que la Tierra de Barros : elle reçoit annuellement de 300 à 350 mm de précipitations annuelles pour un total de 500 à 550 mm dans la zone à l'ouest de Merida et de la Sierra de Hornachos. La répartition des pluies est de type méditerranéen : c'est-à-dire automnale et surtout

vernale. En Extremadoure du sud, nombreuses sont les années où toute pluie cesse entre juin et septembre. Il est courant, dans les environs de Badajoz, que les nuages envahissent vers l'ouest l'Alemtejo portugais et se dispersent avant d'avoir atteint la frontière espagnole. Durant les mois d'été, se lève le « solano », vent brûlant desséchant la végétation. Par bonheur, une légère brume, semblable à celle des savanes africaines, vient souvent voiler le soleil, limitant l'évaporation. Bref, on a affaire à un climat tendant vers le sub-aride : l'indice d'aridité de E. de Martonne n'atteint pas 20 pour la moyenne annuelle à Badajoz et, pour les moyennes mensuelles, il y reste inférieur de juillet à novembre.

Le caractère excessif du climat se reflète dans le *régime des cours d'eau*, surtout du Guadiana. Ce fleuve est alimenté par des affluents provenant presque exclusivement de l'aride Manche et de la Sierra Morena. Dans la première, le drainage exorhéique cesse dans les parties planes et durant les mois d'été ⁽¹⁾. La Sierra Morena serait aussi en grande partie du domaine « de l'écoulement intermittent ». Il en résulte que le Guadiana possède un indice d'écoulement d'environ 5 %. Cependant, la courbe des débits moyens montre des écarts considérables avec maximum en mai. Les débits extrêmes vont de 10 000 m³/sec (mars 1947) à moins de 50 m³/sec (avril à décembre de la même année) ⁽²⁾. Il en résulte que le cubage d'eau écoulé a varié annuellement entre 500 et 7 000 millions de mètres cubes pour la période 1935-1955.

Le Tage est un fleuve moins irrégulier ; l'alimentation nivale des affluents de la Cordillère Centrale et la faiblesse du débit de ceux de la rive gauche repoussent le débit maximum en avril ⁽³⁾. Enfin, l'augmentation de la pluviosité hivernale aux environs de la frontière portugaise lui confère un caractère océanique plus accentué.

L'ensemble de ces données explique en grande partie l'*aspect du tapis végétal*.

La *végétation naturelle* de la région est constituée par la forêt de chêne-vert, la « *encina* ». Seules les rañas ou les contreforts abrupts des sierras (voir photo 3) désavantagent l'arbre par

⁽¹⁾ P. BIROT et J. DRESCH, *ouvr. cité*, p. 202.

⁽²⁾ Renseignements communiqués par l'*Instituto Nacional de Colonizacion* à Badajoz.

⁽³⁾ P. BIROT et J. DRESCH, *ouvr. cité*, p. 209.



PHOTO 3. — Surfaces pédimentaires entourant le reste d'un *Inselberg*. On remarque au pied du talus d'envoyage la disparition des arbres de la « *encina* » au profit des buissons épineux. (Puerto de Clavin, Serra de San Pedro).

rapport au tapis herbacé et arbustif; c'est la cisteraie qui prend sa place. Ce tapis herbacé est également important dans le compartiment de la Serena au sud-est. Il est à la base de l'économie pastorale qui s'y est développée ⁽¹⁾.

Au chêne-vert vient se mêler le chêne-liège qu'on trouve dès le Puerto de los Castaños au sud de Cañaveral. Il domine le paysage de l'Alemtejo portugais.

Les *sols* de la région sont de nature et de qualité variables : assez fertiles, étant donné leur composition argileuse dans la Tierra de Barros (argiles rouges), ils sont impropres à la culture sur les surfaces caillouteuses de remblayement et les versants quartzitiques des sierras. Par contre, les alluvions noires limoneuses du Guadiana comptent parmi les terres les plus fertiles d'Espagne, surtout dans la région de Merida où, à l'époque romaine,

⁽¹⁾ Voir J. SERMET, *Problèmes pastoraux de la Serena*, dans *Annales de Géographie*, 1957, n° 354, pp. 188-189.

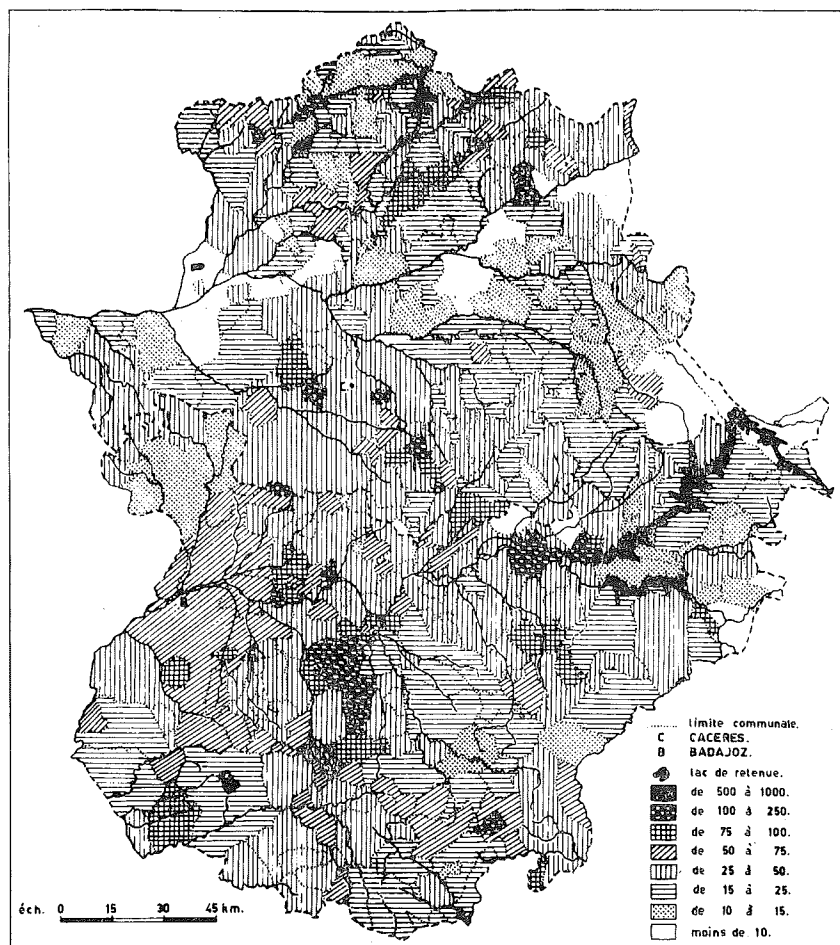


FIG. 2. — Les densités de population par commune, en Extremadoure en 1960. (Source : Données du *Nuevo Atlas Aguilar de España*, provinces de Badajoz et Caceres, Madrid, 1961).

subsistaient encore deux lagunes ⁽¹⁾ à présent comblées; toutes deux sont dans la zone actuelle des bonifications.

Enfin dans le compartiment nord, le sol se fait plus mince et dissimule mal la roche en place; il est cependant quelque peu

⁽¹⁾ J. SERMET, *ouvr. cité*, p. 363.

meilleur là où des passées granitiques se couvrent d'une arène de décomposition plus profonde.

Milieu humain et économie traditionnelle. — L'Extremadoure chevauche les deux provinces de Caceres et de Badajoz. Le chaînon montagneux de San Pedro-Montanchez est à la fois une limite physique et administrative puisqu'il sépare les compartiments nord et sud et les deux provinces précitées. A cet égard, il est remarquable de constater la coïncidence, fréquente en Espagne, entre les limites régionales ou des compartiments naturels et celles des provinces; c'est là une circonstance favorable pour l'aménageur qui dispose ainsi d'un découpage statistique moins arbitraire qu'en Belgique, par exemple. Il n'en reste pas moins qu'une province espagnole peut comprendre de nombreux facies, sous-régionaux à personnalité bien marquée.

La Province de Badajoz, compartiment sud de l'Extremadoure, est la plus vaste de l'Espagne métropolitaine : 21 657 km². Celles de Caceres n'est pas beaucoup plus petite : 19 945 km². Ces deux immensités renferment respectivement, en 1960, 892 032 et 587 461 habitants. Il y correspond des densités générales de 41,2 et 29,5. Ce sont donc des provinces peu peuplées (la moyenne espagnole étant de 60). La carte de la figure 2 représente la répartition de ces densités par commune.

On constate une distribution plus homogène et plus étendue des taches de forte densité dans la province de Badajoz, où, à l'exception des sierras marginales et d'une zone centrale sud-nord correspondant aux sierras de Hornachos et San Miguel, on compte presque partout 25 hab./km² au moins. Encore les solitudes méridionales sont-elles coupées de petites zones de fortes densités correspondant à des bourgs commerçants (Jerez de los Caballeros, Zafra) ou industriels (Fuente del Arco, la zone d'Azuaga).

Si les zones de forte densité forment une tache continue orientée vers la vaste commune urbaine de Badajoz, cette tache est parsemée de petites zones encore plus peuplées. Ce sont les anciens bourgs de l'Extremadoure traditionnelle, véritables petites agrovilles, centres de marchés réputés : Almendralejo (21 394 hab.), Villafranca de los Barros (22 840 hab.), Zafra (10 723 hab.) dans la Tierra de Barros, Don Benito (22 840 hab.), Villanueva de la

Serena (18 391 hab.), Quintana de la Serena dans le compartiment est du même nom. Merida avec ses 23 000 habitants se distingue mal, par suite de l'étendue de sa commune. Par contre, Badajoz avec 112 553 habitants fait nettement figure de capitale provinciale.

Le peuplement de la province de Caceres est quelque peu différent. Si dans sa partie sud (sierras limitrophes), il s'apparente quelque peu au schéma esquissé pour la province méridionale, sa partie centrale est un vaste désert dans lequel coule un Tage profondément encaissé, comme on l'a vu plus haut. Enfin la partie nord comprend deux compartiments. Celui de l'est correspond à un terroir situé sur le versant sud de la Sierra de Gredos; c'est la Vera, pays intensément cultivé en arboriculture et de vieux peuplement.

Le compartiment ouest possède un peuplement axé sur les vallées principales et renforcé depuis le développement des zones irriguées grâce à la construction des deux barrages de Borbollon sur le rio Aragon et Gabriel y Galan sur le rio Alagon. Caceres (52 392 hab.), dans la partie sud de la province, est un centre régional et un chef-lieu très actif; néanmoins, il ne possède pas les atouts que confère à Badajoz sa situation dans la vallée fertile du Guadiana.

Du point de vue économique, l'Extremadoure est orientée surtout vers l'agriculture. La province de Caceres tirait de cette activité 53,11 % de son revenu net en 1957; celle de Badajoz 59,64 %. Il existe cependant une certaine activité minière sur le revers nord de la Sierra Morena; on y extrait en effet le fer dans la zone de Burguillos del Cerro et Jerez de los Caballeros, le manganèse à Oliva de Merida à l'extrémité de la Sierra de Hornachos, le plomb dans celle de Fuente del Arco, Azuaga et Hornachos, le cuivre près de Casturera dans la Serena. L'industrie chimique et la métallurgie sont localisées à Villafranca de los Barros. De même dans la province de Caceres, l'industrie chimique s'est installée à Valverde del Fresno où se trouvent des mines de wolfram, à Plasencia dans le nord, à Garovillas près du Tage, à Logrosan et Aldea Moret dans le sud. Des exploitations de phosphore sont situées près de ces deux dernières localités.

Cependant, cette activité industrielle si diversifiée est secondaire par rapport à l'agriculture; elle intervenait seulement pour

17,40 % dans le produit net de Badajoz et pour 16,20 % dans celui de Caceres en 1957.

Le réseau routier régional est peu développé; la province de Badajoz comptait en 1959, 4 342 km dont 627 de routes nationales; celle de Caceres 3 285 km dont 551 de routes nationales soit un coefficient par km² de superficie de 0,20 pour Badajoz et 0,16 pour Caceres (inférieures à la moyenne générale de l'Espagne : 0,25).

Ce court réseau routier est en relation avec les *formes de peuplement*; celui-ci, nous l'avons vu, s'agglomère dans de gros villages, qui sont alignés le long des cours d'eau ou de grands itinéraires nord-sud et est-ouest, parfois en sites perchés (Montanchez) ou à proximité de ces sites de défense ⁽¹⁾.

L'agriculture traditionnelle est caractérisée par la coexistence de l'élevage et de la culture céréalière.

La seconde de ces deux spécialisations l'emporte légèrement en étendue, mais surtout en productivité économique. Toutefois, on note la profonde différence entre la province de Badajoz et celle de Caceres, en ce qui concerne l'affectation du sol (carte de la figure 3). Dans la première, les cultures céréalières occupent la moitié de la superficie provinciale, l'activité pastorale dominant dans le quart oriental, c'est-à-dire dans la partie sud-est de la Serena et les rebords occidentaux des Monts de Tolède. Dans la seconde, l'activité pastorale prédomine dans les deux tiers méridionaux de la province. Seuls, les bassins des rios Alagon, Arrago, Jerte et Tietar descendant de la Sierra de Gata ou de Gredos, sont affectés, en partie, à une agriculture intensive et souvent irriguée. Enfin, la *encina*, avec mélange d'économie forestière (chêne-liège), de glandées voire de pâturage (hivernal surtout), prédomine sur le revers nord de la Sierra Morena et dans la zone d'Albuquerque (Sierras de la Carava et del Puerto del Centinala). Il faut dire que la glandée porcine est également pratiquée dans toute la zone sud de la province de Caceres.

Dans cette province, le revers sud de la Sierra de Gata, « las Hurdes », est également consacré à l'économie forestière, tandis que la vallée du Haut Jerte a une économie pastorale de montagne.

⁽¹⁾ J. SERMET, *ouvr. cité*, p. 370.

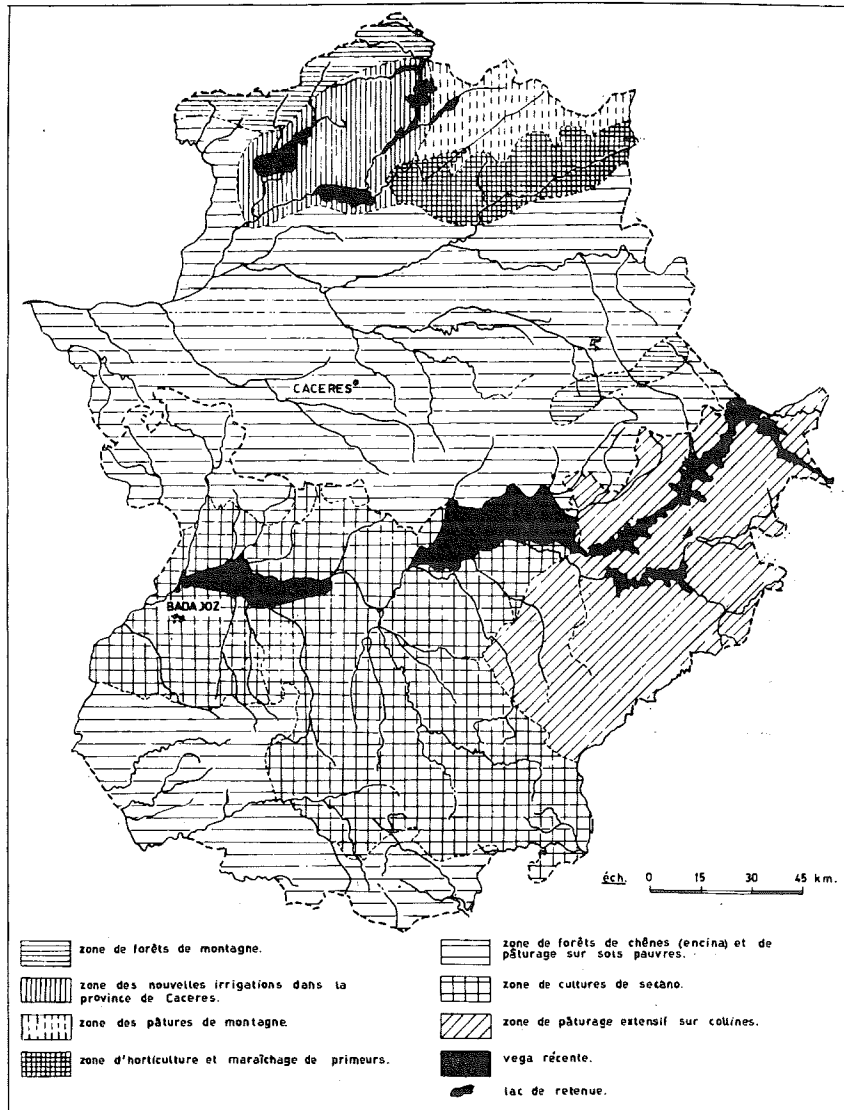


Fig. 3. — Répartition par zone de prédominance des principaux types d'activités agricoles en Extremadoure.
 (Source : *Plans provinciaux* et *Nuevo Atlas Aguilar de España*).

Le TABLEAU I résume ces données en termes quantitatifs d'affectation et de production.

On peut formuler à son sujet les constatations suivantes :

a) En ce qui concerne l'affectation agricole des sols, on voit s'affirmer la prédominance des cultures dans la province de Badajoz. Cette prédominance se traduit dans les tonnages céréaliers produits (250 000 tonnes de blé et 85 000 tonnes d'orge en 1958 pour respectivement 148 000 tonnes et 46 000 tonnes dans la province de Caceres); et bien entendu, dans le revenu net final des produits céréaliers (1 557 644 000 pesetas en 1962 dans la province de Badajoz pour 821 898 000 pesetas dans celle de Caceres) ⁽¹⁾.

Toutefois, on remarque, dans cette première partie du tableau, l'existence d'un certain recouvrement des domaines des trois secteurs de l'agriculture traditionnelle et notamment l'utilisation de la majeure partie des superficies forestières (forêts de chênes clairsemés) à des fins culturales ou pastorales. Le labour en « forêt » affecte des étendues considérables (212 781 ha pour la province septentrionale et 230 430 ha pour le compartiment sud ou la province de Badajoz); le parcours des troupeaux d'ovins et la glandée des porcins intéresse des superficies encore plus grandes (508 166 ha à Badajoz et 477 330 ha à Caceres). La période hivernale est d'ailleurs la plus propice à ces activités pastorales. Nous disons à dessein qu'il s'agit de pratiques pastorales, car la transhumance comme le parcours (bien que fortement réduite en ce qui concerne la première citée) continuent d'exister en Extremadoure. En 1958, la transhumance concernait encore 1 000 000 de brebis. Elle s'effectue notamment entre les Monts Cantabriques et la Serena (Province de Badajoz). Jadis, elle suivait les « drailles » appelées ici *cañadas* ⁽²⁾. A présent, les déplacements se font en chemin de fer. En été, dans la province de Caceres, les moutons remontent vers les Gredos au fur et à mesure de l'assèchement des vallées. Dans la province de Badajoz, en hiver, les troupeaux venus du nord de la Meseta jouissent des conditions méditerra-

⁽¹⁾ BANQUE DE BILBAO, *Renta Nacional de España y su Distribucion provincial*, 1962, p. 129.

⁽²⁾ B. H. et F. M. GESCHER, *L'Espagne dans le monde*, Paris, Payot, 1936, p. 206.

TABLEAU I

1. Affectation du sol en pourcentage de la superficie agricole totale par province

Provinces	Superficies uniquement consacrées aux cultures	Cultures sous couvert forestier arborescent	Superficies uniquement forestières	Forêts de parcours	Superficies uniquement consacrées à l'élevage	Superficies incultes et non productives
Caceres	30,87	11,71	3,70	26,27	22,75	4,70
Badajoz	42,69	11,49	2,91	25,32	15,39	2,10

2. Production en pourcentage du produit net agricole provincial

Provinces	Cultures	Elevage	Forêts	Produit agricole net en milliers de pesetas
Caceres	68,77	28,03	3,20	3 835 794
Badajoz	67,75	27,83	4,42	6 406 139

(Sources : *Primer Censo Agrario de España et Banque de Bilbao, 1962*).

néennes de température et d'humidité dans les « *malorrals* » ⁽¹⁾ de la Serena.

b) Cependant, même dans des activités aussi traditionnelles que l'élevage extremeño, on constate l'infériorité de la production du compartiment septentrional. Si la province de Badajoz compte 1 391 000 ovins, soit 8,7 % de la production espagnole, celle de Caceres possède 779 000 moutons, soit 4,9 % seulement de cette même production. Cette différence est certainement due pour une part aux conditions physiques, le compartiment sud, et notamment la Serena, fournissant une meilleure production herbagère que les pauvres *campos* de Caceres, hérissés de boules de granites.

c) Toutefois, malgré les écarts absolus constatés dans la production céréalière et animale, la seconde partie du tableau montre une remarquable similitude entre les deux compartiments dans la décomposition du produit agricole net en trois grands secteurs d'activités : cultures, élevages et forêts, Il y a là l'indice, malgré les différences de rendements, d'une grande ressemblance des genres de vie et de maints éléments des structures de production qui confèrent une unité incontestable au paysage d'Extremadoure.

En ce qui concerne la production forestière elle-même, des constatations du même ordre peuvent être faites. A l'exception des bois d'œuvre, la *encina* de Badajoz est d'un meilleur rendement que celle des *campos* et *sierras* de Caceres. Le tableau II établit la composition de cette production pour l'année 1958.

TABLEAU II

Provinces	Bois d'œuvre	Combustible	Liège	Résines
Badajoz	2 000 m ³	843 000 st.	6 877 tonnes	—
Caceres	22 000 m ³ ⁽²⁾	305 000 st.	4 506 tonnes	114 tonnes

(Source : *Institut Statistique National et Atlas Aguilar*).

⁽¹⁾ Etendues couvertes de buissons.

⁽²⁾ Chiffre dû aux plantations des versants de la Sierra de Gata et de Gredos, fournissant des fûts plus droits à partir de résineux notamment.

C'est toutefois dans la production forestière que la différence entre les deux provinces est la moins appréciable.

Du point de vue de la *structure agraire et du paysage rural*, l'Extremadoure est un des principaux fiefs du *latifundium* espagnol. Cette particularité, elle la devrait aux vicissitudes de l'histoire espagnole, selon de nombreux auteurs dont J. SERMET (1). Celui-ci en donne l'explication suivante : lors de la Reconquista, l'Extremadoure a souvent constitué un « no man's land », d'étendue assez fluctuante, à la limite des possessions chrétiennes et arabes. Dans ces pays « extrêmes », en butte aux razzias des deux belligérants, seule l'économie pastorale pouvait s'installer. Au XIII^e siècle, lorsque prit naissance l'Extremadoure (2) actuelle, la région étant peu peuplée, d'immenses étendues furent partagées entre communautés religieuses et Ordres Militaires. De plus, la moitié au moins du territoire « extremeño » fut réservée au pâturage des moutons transhumants appartenant à une puissante organisation pastorale appelée « Mesta ».

Enfin les Grandes Découvertes du XVI^e siècle vidèrent ce pays hostile de ses rares habitants, qui s'expatrièrent d'autant plus aisément, « qu'ils n'étaient pas attachés à un sol qui ne leur appartenait pas » (3); cette circonstance permit aux grands propriétaires d'agrandir encore leurs fiefs. Les réformes agraires du XIX^e siècle n'eurent guère de résultats, faussées qu'elles furent par les lois de mainmorte.

Enfin la guerre de 1940, qui enrichit le paysan (autarcie espagnole) lui permit de racheter, dans une certaine proportion, des parcelles aux propriétaires absentéistes.

Cette explication de J. SERMET est reflétée fidèlement par le paysage extremeño actuel dans les endroits non encore touchés

(1) J. SERMET, *ouvr. cité*, p. 353; aussi P. BIROT et J. DRESCH, *ouvr. cité*, pp. 214-215.

(2) Le terme d'Extremadoure lui-même s'est appliqué d'abord à toute la partie d'Espagne méridionale en cours de reconquête ou nouvellement reconquise. « Il fut d'abord appliqué aux Terres du Duero depuis Aranda jusqu'à Astorga, puis on l'étendit vers le sud à mesure qu'avancait la Reconquête pour parvenir au XIII^e s. aux portes d'Andalousie. Depuis la prise de Tolède (XI^e s.), on désigna les pays de l'ouest sous le nom d'Extremadura de Leon, car ils avaient été reconquis par les Leonais » (J. SERMET, *ouvr. cité*, p. 353).

(3) C'est d'Extremadoure que sont issus les plus fameux conquistadores : Cortes, Pizarro, de Balboa... rappelle avec raison J. SERMET, *ouvr. cité*, p. 356.

par les réformes et bonifications de l'Instituto de Colonizacion, c'est-à-dire surtout les *campos de secano*.

Au sein d'immenses espaces de parcours non clos, des grosses localités apparaissent, entourées de leurs champs qu'elles ont dû âprement disputer à la noblesse terrienne. Les fermes isolées sont rares; le gros propriétaire habite les villes de la province ou... Madrid, mais il lui arrive de grouper ses ouvriers agricoles en villages de petite et parfois moyenne importance, où viennent s'y mêler métayers, régisseurs, techniciens et les quelques petits indépendants de l'endroit. Ce dernier aspect cependant évolue, mais, comme le dit SERMET, l'Extremadoure (surtout celle du *secano*) reste traditionnaliste et individualiste, ce qui freine son évolution économique. La taille des communes (voir carte fig. 3) témoigne d'ailleurs dans une certaine mesure des luttes d'influence anciennes entre bourgs — dont certains étaient assurés, par privilèges royaux, de mise-en-defend (les *dehesas*) (1), — les grands propriétaires et la Meseta. Enfin la vaine pâture et le parcours ont donné son aspect ouvert au paysage actuel.

B. — UN PROJET DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL PAR LA MISE EN ŒUVRE DES TECHNIQUES DE L'EAU. EXPOSÉ DU PLAN DE BADAJOZ.

La mise en œuvre des techniques hydrauliques se fait en Espagne dans le cadre d'un train de dispositions législatives, sous l'égide d'organismes particuliers. On en retracera brièvement l'historique ci-après, afin de mieux situer le cas particulier du Plan de Badajoz dans le cadre général du développement des irrigations au niveau national.

Note préliminaire sur l'irrigation en Espagne. — Les techniques d'irrigation sont de pratique ancienne en Espagne. D'importantes mises en valeur de plaines alluviales avaient été réalisées dans le sud sous la domination arabe.

Dans le bassin de l'Ebre, BIROT et DRESCH font état des travaux d'irrigation et de dérivation des eaux entrepris dès le XVI^e siècle dans la région de Saragosse (2).

(1) Voir à ce propos, P. BIROT et J. DRESCH, *ouvr. cité*, p. 250.

(2) P. BIROT et J. DRESCH, *ouvr. cité*, p. 226.

Mais c'est à l'époque contemporaine (République et Régime franquiste) que les travaux les plus importants furent réalisés. L'irrigation bénéficia, d'une part, des possibilités offertes par l'emploi du béton dans la construction des barrages et la création de canaux de dérivation, mais aussi, d'autre part, des réformes agraires permettant de récupérer des étendues appréciables de terres alluviales sous-exploitées.

Cependant, même chez cette paysannerie théoriquement familiarisée avec les techniques de l'eau, de grosses difficultés d'adaptation persistent lors de l'installation des cultivateurs en *huerta*. L'irrigation est en effet un travail très spécialisé, délicat, et l'empreinte du *secano* ⁽¹⁾ céréalier et de la civilisation agro-pastorale des plateaux a fortement imprégné les collectivités villageoises, particulièrement dans le sud-est (Extremadoure notamment) et le centre du pays. Il subsiste donc un problème d'éducation sur lequel nous reviendrons dans la suite.

Enfin, l'Espagne a disposé pour l'établissement de ses plans d'irrigation et la construction des travaux d'art, d'équipes de techniciens compétents, de capitaux suffisants, de main-d'œuvre à bon marché, mais aussi d'institutions adéquates de planification et d'aménagement régional.

M. LOBO rappelle à juste titre que les « Confédérations hydrographiques espagnoles », créées en 1926, ont peut-être été les premiers organismes concrets de planification régionale dans le monde ⁽²⁾, précédant ainsi la T. V. A. ou la Compagnie Nationale du Rhône. Depuis le début du siècle et sous l'égide de l'Etat, une politique de grands travaux d'irrigation avait d'ailleurs été entreprise. Au début, les travaux étaient confiés à des sociétés privées. A partir de 1911, l'Etat intervint directement dans les travaux, avec l'aide des localités intéressées et à charge des bénéficiaires de restituer 50 % du coût des travaux dans un délai de 25 ans à la Communauté Nationale ⁽³⁾.

Enfin en 1939, l'*Institut National de Colonisation* vit le jour. Il répondait à la nécessité d'aider le paysan des zones irriguées à mettre en valeur son lopin de terre par une politique de construction, d'outillage à crédit et d'encadrement technique. On s'était en effet rendu compte, comme dans la plupart des régions où des réformes agraires et des bonifications foncières avaient été opérées, que le paysan traditionnel ne peut faire face aux premiers investissements d'établissement, d'outillage et de mise en culture. Par conséquent, les réformes restent lettre morte si elles ne sont complétées d'actions financières et techniques qui poursuivent l'effet des travaux hydrauliques et de la libération des terres dans les stades ultérieurs de la mise en valeur; ceci, jusqu'à l'aboutis-

⁽¹⁾ Culture sèche.

⁽²⁾ M. M. LOBO, *La politique de développement régional en Espagne*, dans n° spécial de la *Revue d'Economie Politique*, Paris, Sirey, janvier-février 1964, pp. 222-249.

⁽³⁾ MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, *Instituto Nacional de Colonización*, Madrid, 1962, p. 6.

sement d'une production stabilisée permettant le remboursement des endettements et le paiement des fournitures d'eau. C'est dans ce but, notamment, que fut promulguée en 1939, la *Loi de Colonisation des Grandes Zones*.

Cette loi fut modifiée et adaptée dans la suite par divers textes législatifs ⁽¹⁾ pour aboutir en 1958 à la Loi sur la colonisation et la distribution de la propriété dans les zones dites « de haut intérêt national ». Cette loi réglait non seulement les modes d'expropriation des terres, mais aussi l'intervention des Ministères de l'Agriculture et des Travaux Publics respectivement par leurs Services de Colonisation et de l'Hydraulique, pour aboutir à l'établissement de tout le réseau irrigué, de l'infrastructure, du parcellaire, de l'habitat et de l'encadrement agricole. On obtient ainsi l'aspect d'un véritable « paysannat » de cultures irriguées, rappelant le système Ruzizi congolais, mais sur une base foncière de rachat de propriété essentiellement différente et comportant des travaux d'infrastructure et d'habitat nettement plus développés et plus onéreux.

Ainsi donc, on constate que, depuis la fin du XIX^e siècle, il existe une continuité dans l'effort du peuple espagnol pour la maîtrise d'espaces agricoles de plus en plus vastes par les techniques de l'irrigation.

Les résultats de cette entreprise de colonisation ne sont d'ailleurs pas négligeables, puisqu'en 1962, selon le Ministère espagnol de l'Agriculture, 224 115 ha avaient été transformés en terres irriguées, 397 813 autres étant en cours de bonification. Le rythme d'avancement des travaux d'irrigation a été de 24 000 ha par an pour la période quinquennale 1960 à fin 1964. Au 31 décembre 1961, près de 47 000 familles auraient été installées sur ces terres de colonisation dans 198 nouveaux villages.

Le *Plan des Travaux de Colonisation, Industrialisation et Electrification de la province de Badajoz*, formulé par une commission technique interministérielle, vit le jour sous forme d'une loi datée du 7 avril 1952. Il concrétisait, dans le cadre de la « Loi des Grandes Zones » de 1939 ⁽²⁾ et de celle sur la « Distribution de la Propriétés dans les zones irrigables », les conclusions d'études préliminaires menées tant par le service de l'Hydraulique du Ministère des Travaux publics, que celles menées par les services de la province de Badajoz qui formulaient en 1948, un *Plan général d'Aménagement économique-social de la province de Badajoz* ⁽³⁾.

Principes fondamentaux du Plan (carte de la fig. 4). — 1. Le Plan de Badajoz est essentiellement un *Développement Intégré*

⁽¹⁾ Et notamment la loi sur les expropriations de 1947.

⁽²⁾ Voir ci-dessus.

⁽³⁾ PRESIDENCIA DEL GOBIERNO, *El Plan de Badajoz*, Madrid, 1963.

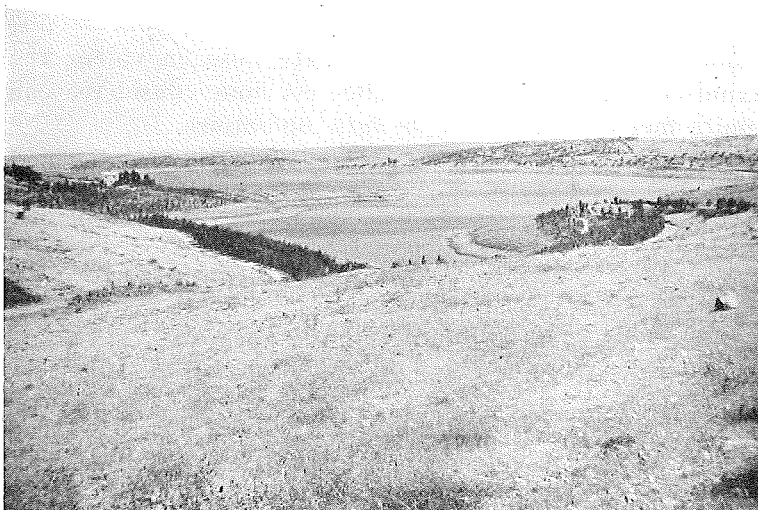


PHOTO 4. — La retenue d'Orellana (d'une capacité de 800 millions de m³)

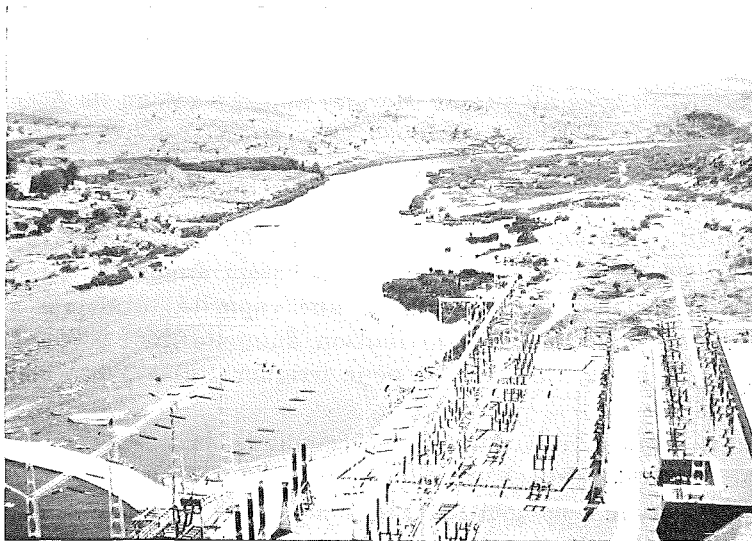


PHOTO 5. — Le Guadiana en aval du barrage d'Orellana.
On distingue au premier plan, au pied du mur du barrage, le parc électrique d'une puissance installée de 21 800 kVA.

de Vallée. Le mot « intégré » signifie que les ressources hydrauliques sont mises en valeur à des *fins multiples* pour le progrès économique-social des habitants ⁽¹⁾. Cette mise en valeur tend à « maximiser » des revenus. La vallée est donc considérée comme une unité macro-économique de type opératoire.

2. Il comprend l'utilisation de l'eau du rio Guadiana et de certains affluents dans les buts suivants :

- a) irrigation;
- b) production d'énergie au fil de l'eau;
- c) utilisation de l'eau comme matière première industrielle;
- d) utilisation de l'eau comme adjuvant de fabrication.

Analysons ces éléments d'intervention de plus près.

a) *Irrigation*. — Le plan prévoit la transformation en *regadio* de trois zones dans le bassin du Guadiana (Province de Badajoz) :

- 1° Une zone comprise entre Badajoz et Merida (voir carte de la fig. 4) et appelée *Vegas Bajas*. Elle couvre 38 715 hectares. Ce travail était terminé lors de notre passage sur le terrain en 1964.
- 2° Une zone située dans la cuvette en amont de Merida et comprenant l'extrême-nord de la Serena dans les vallées du Zuchar et du Guadiana avec un total de 77 200 ha. Cette partie du plan était en cours de réalisation. Elle s'appelle *Vegas Altas*.
- 3° Une petite zone au sud de Merida, appelée « Zona de Alange » et comptant 3 531 ha sur le rio Matachel.

Les travaux hydrauliques comportent :

- 1° La régularisation du Guadiana et la mise en réserve d'une quantité suffisante d'eau compte tenu des caractéristiques climatiques de l'Extremadoure et du bassin amont (v. § I. - A.), soit 5 barrages successifs avec une capacité totale de 3 786 millions de m³ et une distribution annuelle de 1 300 à 1 500 millions de m³ (nécessaires pour irriguer 130 000 ha) (photos 4 et 5).
- 2° La réalisation des adductions primaires (454 km) et secondaires (5 000 km).

Des travaux de génie rural complètent ces aménagements hydrauliques :

⁽¹⁾ Voir à ce sujet : O. N. U., *Développement intégré des bassins fluviaux*, public. E 3066, 1958, 69 p.

- 1° Création d'un réseau de desserte rurale et de surveillance des travaux hydrauliques;
- 2° Nivellement des terrains marécageux et fondrières des cuvettes.
- 3° Fixation des sols des terrains bonifiés, des atterrissements et des îles, ainsi que des zones marécageuses irrécupérables;
- 4° Remaniements fonciers provenant du *rachal* volontaire ou forcé (expropriation) des terres destinées à la colonisation. En principe, ces terrains d'expropriation sont prélevés dans les parties « excédentaires » (sous-utilisées) et *irrigables* des latifundia. Nous examinerons plus loin les modalités de ce processus.
- 5° Installation des colons sur les terres rachetées, nivelées, irriguées; cette installation se fait moyennant des études pédologiques et agronomiques très poussées. Au total, 9 000 colons et leurs familles doivent bénéficier des avantages suivants : logement (maison), lot en *culture* de 4 à 5 ha, bétail, formation et surveillance agronomique et vétérinaire.

b) *Energie hydroélectrique.* — Le plan prévoit la construction de 4 centrales hydroélectriques dont deux sont à présent terminées et en activité (Cijara et Orellana); la centrale de Garcia de Sola était en cours de finition et celle de Zuchar en construction en 1964.

Actuellement les 2 centrales terminées ont une puissance installée de 260 millions de kWh, dont la région de Badajoz absorbe 140 millions en 1964. Un réseau de 70 à 220 kVA relie les barrages à Salamanque au nord, Séville au sud, Puertollano au sud-est et San Juan au nord-est, de manière à permettre des interconnexions avec les autres réseaux de transport de force.

c) *L'eau comme matière première industrielle.* — Les industries utilisant l'eau comme constituant de fabrication sont peu importantes dans le plan. On y note des usines frigorifiques, dont cependant la vente de glace est dérisoire par rapport à l'ensemble de leur production. Il existe également 2 brasseries mais de très petite capacité de production (moins de 50 ouvriers).

d) *L'eau comme adjuvant de fabrication.* — C'est la princi-

pale utilisation secondaire des ressources hydrauliques. On y distingue les activités suivantes :

- 1) Les industries chimiques et surtout la fabrication de fertilisants (superphosphates, engrais complets) que le manque d'eau a jusqu'à présent limitées en capacité de production (prévision : 50 000 tonnes de superphosphates, 100 000 tonnes d'engrais complets). En plus, sont prévues deux usines devant fournir aux Vegas Bajas et Altas l'oxyde de calcium nécessaire (capacité prévue : 15 000 tonnes chacune).
- 2) Fabrication de ciment : 2 usines de plus de cent ouvriers et 6 autres plus modestes, dont une récente (Los Santos de Maimona) spécialement édifiée dans le cadre du Plan mais en dehors des zones irriguées.
- 3) Conserveries (2 usines de plus de 100 emplois).
- 4) Laiteries (50 millions de litres/an avec une centrale laitière financée par l'INC ⁽¹⁾, d'une capacité de traitement de 7 665 000 litres.).
- 5) Enfin des installations de rouissage du lin (5 usines de 3 000 à 4 000 tonnes annuellement), de lavage de laine (à l'abattoir de Merida).

Outre ces industries grandes consommatrices d'eau, le Plan a prévu l'installation de quatre centres d'égrenage (15 000 tonnes de capacité) et de deux filatures de coton (20 000 et 10 000 broches) dans les Vegas Bajas, de deux centres de fermentation de tabac et de peauceries.

En dehors des zones irriguées, il s'intéresserait à l'installation d'usines de pâtes alimentaires (produits de culture de *secano*), de carbonisation du bois, de traitement du liège.

Ce bref aperçu descriptif des objectifs du Plan montre que celui-ci peut, théoriquement, servir de modèle technique pour une rénovation de l'économie traditionnelle agricole dans les régions sous-développées du monde sub-tropical.

Notre étude de terrain révèle cependant d'autres aspects qui méritent de retenir l'attention.

⁽¹⁾ Instituto Nacional de Colonizacion.



PHOTO 6. — Zone irriguée dans les Vegas Altas.

Au delà de la route, au premier plan, on distingue les étendues, noircies par le feu, du *Secano* après récolte; puis, en contraste, on aperçoit au-delà du canal adducteur, souligné par un rebord blanchâtre, les étendues verdoyantes du *Regadio*. Au fond, des rangées d'eucalyptus. Deux hameaux de « déconcentration » piquent le *Regadio* de leurs taches blanches.



PHOTO 7. — Lot d'un colon dans les Vegas Bajas.

Au-delà des 50 ares de coton, au second plan, on aperçoit un hectare de maïs fourrager. A droite, la sole de céréales a déjà été récoltée, et labourée. Au fond et à gauche, rangées d'eucalyptus.

a) *Le Plan, comme organisme de développement agricole.* —

Il est incontestable que l'aménagement prévu par le Plan a déjà bouleversé l'économie agricole traditionnelle dans la vallée du Guadiana. Les Vegas (photo 6) apparaissent comme un immense tapis de verdure tranchant en été sur l'aspect désertique des collines et des campos de secano, surtout après la récolte du blé sur ceux-ci. Cet aspect reflète une augmentation considérable de la production régionale. Le blé en irrigation produit, en effet, trois fois plus à l'ha, mais ce n'est pas, semble-t-il, la spéculation la plus intéressante, car le coton et les légumes sont d'un apport beaucoup plus élevé (40 000 pesetas à l'ha pour le coton). L'obligation qui est faite à tous les bénéficiaires de mettre leurs terres en valeur (voir ci-après), contribue sans aucun doute à cette intensification de l'agriculture.

Chez le colon, la superficie cultivée se répartit en moyenne comme suit :

- 1 ha de céréales (blé, avoine ou riz).
- 1 ha de maïs fourrager ou parfois de sorgho.
- 1 ha de légumineuses fourragères (alfa).
- 50 ares de coton de regadió (fibres moyennes).
- 50 ares de piments.
- 50 ares de tomates.
- 50 ares de jardin comprenant :
 - 25 ares de produits potagers personnels.
 - 25 ares de cultures d'essais.

Toutes ces cultures sont en cours de maturation sur le champ à l'arrivée du nouveau colon sur sa parcelle (photo 7).

Quelques colons, installés en *secano* sous la République (initiative datant d'avant 1939), ont des superficies plus grandes : 12 à 15 ha, et produisent des céréales et du coton à fibres courtes (coton de *secano*).

En outre, le colon reçoit dès son arrivée dans la Vega, un bétail soigneusement sélectionné et comprenant une vache pleine et une génisse, un étalon, une jument et, sur demande, une trentaine de poules.

L'investissement consenti par l'Etat est donc considérable : un hectare exproprié irrigué, nivellé et cultivé coûte à celui-ci entre 120 000 et 130 000 pesetas. Le remboursement s'effectue par versement annuel des 30 % du produit de la récolte et en

moyenne cette opération dure 5 ans. De plus, une surveillance agronomique régulière permet de remédier aux anomalies constatées dans la productivité; des analyses effectuées aux laboratoires de l'INC permettent de modifier la composition des engrais ou d'adopter les traitements phytothérapeutiques adéquats pour n'importe quelle parcelle.

La production est commercialisée par l'intermédiaire de coopératives paysannes de village gérées par les bénéficiaires des différents *pueblos*. Les marchés des villes absorbent les excédents de production ou les quantités qui n'ont pas fait l'objet d'un envoi à la coopérative (périodes de pointe ou lorsque l'offre dépasse la demande, voir ci-après).

Cette production est importante, si on en juge par la quantité commercialisée par l'entremise des coopératives; la seule conserverie de Torremayor traite annuellement 4 000 tonnes de piments et tomates.

En 1957 déjà, les zones irriguées de la province produisaient 34 000 tonnes de tomates et 12 000 tonnes de piments. Le blé irrigué produit entre 30 et 45 quintaux à l'ha.

Néanmoins, l'agriculture irriguée est coûteuse. Chaque lot de colon doit être irrigué quatre à cinq mois durant de manière intensive et nécessite annuellement à cette fin l'énorme capacité de 60 000 m³ d'eau ⁽¹⁾. Le coton irrigué est ici à la limite de sa rentabilité ⁽²⁾, car il se trouve à la frontière nord de son extension écoclimatique.

Il en est de même des agrumes qui, au surplus, exigent des arrosages trop onéreux pour le budget du colon. La région de Murcie ou celle du Guadalquivir sont climatiquement plus favorables à la production des agrumes.

Quant au coton, il fait l'objet d'essais d'hybridation, dans les laboratoires de l'INC, entre des variétés américaines et égyptiennes, de manière à obtenir une fibre de longueur moyenne.

Enfin, et c'est l'activité dominante du colon de regadio, il y a l'élevage. En 1963, l'abattoir de Merida a traité 50 000 bovins et ce chiffre devrait être augmenté de 50 % à la fin de l'exé-

⁽¹⁾ L'irrigation se fait par l'intermédiaire d'*acequias* branchées sur des canaux munis de vannes à 5 modules de 25 l/sec. chacune.

⁽²⁾ Selon les agronomes de l'INC.

cution du Plan. Celui-ci prévoit également une production annuelle de 560 000 douzaines d'œufs et de 300 000 gallinacés. Le bétail bovin des colons est traité en stabulation grâce au fourrage des 2 ha prévus à cet effet dans le parcellaire cultural. Cette technique bouleverse l'ancienne conception de l'élevage bovin extremeño, confinant durant l'été ses pâtures naturelles sur les îles et les étendues herbeuses riveraines de l'ancien cours du Guadiana.

Ajoutons pour terminer que le revenu moyen du colon des Vegas Bajas en 1964 est élevé, puisqu'il atteint annuellement 120 000 pesetas environ.

b) *La structure agraire du Plan de Badajoz.* — Il faut à cet égard formuler les observations suivantes :

Les superficies mises en valeur par le Plan ont fait l'objet de rachat. Le critère présidant au choix des étendues à exproprier a été la *sous-utilisation* de celles-ci. On se trouvait devant un *latifundium* de vallée exploité le plus souvent de manière extensive et jouissant d'un régime mixte de faire-valoir direct et de faire-valoir indirect avec absentéisme ⁽¹⁾.

Le processus d'expropriation est compliqué. Tout propriétaire foncier possédant entre 20 et 100 ha dans la zone irriguée ou à irriguer a le droit de conserver 20 ha minimum ; il lui est permis au surplus de se réserver un cinquième de la superficie excédant 100 ha, sans toutefois dépasser pour lui-même 125 ha. Cependant, il lui est accordé de conserver en plus 20 ha par enfant. Il en résulte que les grosses exploitations actuelles couvrent des superficies pouvant atteindre et même dépasser 200 ha *dans la zone de regadio*. Par ailleurs, le propriétaire exproprié a un droit de recours devant la Direction de l'INC d'abord, le Ministère de l'Agriculture ensuite, ce qui peut entraîner des lenteurs administratives ⁽²⁾. Cependant, les terres « réservées » au propriétaire doivent faire l'objet d'une mise en valeur, conformément à des normes de productivité, dans les 5 années qui suivent la mise en irrigation, sous peine de pouvoir faire l'objet d'une nouvelle expropriation par l'INC ⁽³⁾.

⁽¹⁾ C'est ainsi que le village de « Montijo » rappelle le nom de famille de l'Impératrice Eugénie qui y possédait un vaste domaine.

⁽²⁾ Voir le cas similaire traité pour la Sicile par R. ROCHEFORT, *Le Travail en Sicile*, Paris, P. U. F., 1961, 363 p.

⁽³⁾ *Instituto Nacional de Colonizacion, ouvr. cité.*, p. 11.

Les résultats de ce système sont les suivants :

1° L'aspect parcellaire est confus; on passe en effet sur un espace réduit d'un dessin en *Blockflur* à un dessin laniéré de soles de rotation, d'un faible à un fort parcellement.

2° Des différences importantes de rotation caractérisent les deux ensembles; les soles de colon sont soumises à un assolement quinquennal (base : la parcelle d'un ha), alors que les blocs de latifundium ont des rotations variables en relation souvent avec la demande externe. Certains de ces latifundia sont d'ailleurs des exploitations modèles dont le plan de culture est établi par des techniciens de l'agronomie.

3° Les parcelles des lots de colonisation sont généralement jointives et se succèdent le plus souvent à front de route (photo 7). Le morcellement de la propriété est donc faible.

4° Mais le fait le plus important est que le *latifundium* de réserve réduit substantiellement l'espace dit « de colonisation ». Pour les Vegas Bajas, nous avons pu l'établir comme suit :

Superficie totale de la zone irriguée	:	38 715 ha
Superficie occupée par les colons (5 ha × 2 500)	:	12 500 ha ±
		± 26 215 ha
Restent en réserve	:	± 26 215 ha

Ainsi donc, les 2/3 de la zone irriguée relèvent encore du régime mixte dont il a été question plus haut.

Pour les Vegas Altas, on arriverait à une surface non expropriée un peu inférieure, les colons occupant ou devant occuper quelque 32 500 ha sur les 77 200 que comporte la zone.

c) *Le paysage rural et l'habitat du Regadio de Badajoz.* — Au sortir du paysage rural du *secano* dont la pauvreté n'est tempérée en été que par l'aspect verdoyant de la *encina*, la vega de Badajoz a l'aspect d'une campagne riche où la terre produit à profusion légumes, céréales et fourrages. Cependant, on n'y retrouve pas l'ordonnance parfaite créée par un découpage régulier de casiers d'irrigation. La raison est que le type parcellaire varie sans cesse (voir plus haut) et que le paysage est fermé par des rangées d'eucalyptus ⁽¹⁾ situés au bord des chemins de desserte, le long des

(1) Où leur présence doit écarter les anophèles, vecteurs de la malaria.



PHOTO. 8 — Une rue dans un village de colonisation des Vegas Bajas.



PHOTO 9. — Un village extremeño traditionnel.
Entassement des maisons, sur une colline, autour de son église.

bordures de parcelles où courent les *acequias* ou dans les bas-fonds inondés.

L'habitat aggloméré est caractéristique du *regadio* comme il l'est du *secano*.

Les villages de colonisation créés par l'INC sont de taille variable, mais ne dépassent jamais 800 habitants. En effet, au-delà de cette population, les distances à parcourir champ-village deviendraient excessives, compte tenu de l'espace disponible autour du village. On estime à l'INC que, pour des distances supérieures à 4 km, les temps de parcours trop longs justifient le morcellement du village. Deux solutions sont dès lors adoptées : création d'écartés de quelques maisons (photo 6), ou fractionnement du lieu habité en une série de hameaux réunis à un centre commercial et administratif élémentaire. La maison isolée est l'exception.

L'aspect du village de colonisation tranche nettement sur celui du village traditionnel (photos 8 et 9). Abris derrière ses rangées d'eucalyptus, le nouveau village apparaît net et ordonné, avec sa place centrale, ses rues en équerre, son plan en quadrilatère avec chemin courant le long du périmètre extérieur. Les façades avant des maisons donnent sur les rues principales. Une entrée charretière est percée à la façade postérieure dans un mur d'enceinte protégeant une cour; elle donne accès à une rue de desserte courant entre les murs blancs. On ne trouve plus dans ces villages nouveaux l'entassement de maisons, clair et poétique certes, mais plutôt misérable, du *pueblo* traditionnel extremeño. Un confort et une certaine opulence discrète marque le village moderne.

Quand aux hameaux d'ouvriers agricoles des *latifundia*, ils sont dans la zone du *regadio*, remarquablement confortables et bien aménagés. Villages-rues à maisons jointives souvent jolies, précédées d'un petit jardinet, ils avoisinent de grands hangars abritant le matériel. Au milieu d'un parc ou au bout d'une allée, on peut apercevoir les habitations des gérants et techniciens de direction, plus vastes et plus dégagées. Cette modernisation du *latifundium* n'est-elle pas garante de sa survie?

II. — LES ENSEIGNEMENTS DU PLAN DE BADAJOZ DANS LE CADRE DU DÉVELOPPEMENT DE L'EXTREMADOURE.

A. — TRANSFORMATIONS ÉCONOMIQUES RÉGIONALES.

Le TABLEAU III fournit les données d'une comparaison entre l'état de l'économie extremeña en 1955 et en 1962 (c'est-à-dire 10 ans après la promulgation de la loi instituant le Plan de Badajoz). On peut faire à son sujet les remarques suivantes :

a) Le revenu total, le revenu per capita et le revenu agricole ont augmenté d'une manière très importante en valeur absolue durant la période considérée. Cependant, cette augmentation est partiellement compensée par un fort relèvement du coût de la vie et des indices des prix (l'indice des prix de gros augmente de 60 % de 1955 à 1962). De plus — et ceci est l'essentiel — l'augmentation des revenus provinciaux est du même ordre que celle des revenus nationaux. On ne peut donc noter d'effet accélérateur particulier du Plan de Badajoz sur ces économies provinciales pour la période considérée.

b) La considération des valeurs absolues confirme cette remarque. *L'infériorité marquée des revenus en Extremadoure* (à peine plus que la moitié du revenu individuel national) *n'a pu être réduite de manière sensible au cours de la période d'observation*. Tout au plus, peut-on remarquer que la situation ne s'est pas aggravée par rapport à l'année de base.

c) La part de l'agriculture dans le revenu provincial a peu augmenté, aussi bien pour la province de Badajoz que pour celle de Caceres; le même phénomène se marque au niveau national où cette activité est cependant nettement moins bien représentée.

d) Enfin, la similitude des faibles revenus per capita dans les deux provinces confirme l'originalité soulignée plus haut de la région d'Extremadoure.

Les remarques suscitées par l'examen du tableau II ne peuvent cependant être dissociées des observations de terrain concernant l'avancement des travaux du Plan. En 1962, seules les Vegas Bajas venaient d'être mises en valeur par l'irrigation.

De plus, beaucoup d'usines en « amont » et en « aval » de l'activité agricole étaient en cours de construction ou, à peine

TABLEAU III. — Evolution des revenus provinciaux extremeños et de la Nation espagnole de 1955 à 1962

Année	Badajoz				Caceres				Espagne			
	Revenu total en millions de pesetas	Rev./capita en pesetas	Produit agricole en millions de pesetas (1) en % du rev. total provincial net		Revenu total en millions de pesetas	Rev./capita en pesetas	Produit agricole en millions de pesetas en % du produit total provincial net		Revenu total en millions de pesetas	Rev./capita en pesetas	Produit agricole en millions de pesetas en % du produit total provincial net	
1955	5 448,01	6 361	2 853,49	52,38	3 543,96	6 193	1 777,35	50,15	327 908,67	11 315	69 587,87	21,22
1962	11 705,40	13 981	6 406,10	54,73	7 274,10	13 223	3 835,8	52,73	705 409,70	22 496	166 698,90	23,63
Augmentation entre 1955 et 1962 en % de 1955	114,85	114,13	124,50		105,25	113,51	115,81		115,12	98,81	139,55	

(Source : Banque de Bilbao)

(1) Non compris les intérêts, dividendes et impôts des entreprises.

terminées, n'avaient pas atteint leur capacité normale de production.

Nous pensons, notamment en amont, aux industries chimiques, aux cimenteries ⁽¹⁾; en aval, aux conserveries et aux filatures de coton.

Ces réserves faites, on peut craindre néanmoins que la production du seul secteur agricole et ses industries annexes, telles qu'elles existent dans le Plan actuel, ne permette pas de combler l'écart existant entre les revenus de l'Extremadoure et la moyenne des revenus de la Nation.

Il faut en particulier s'inquiéter de la lenteur qui caractérise non pas seulement le développement des superficies irriguées mais aussi et surtout celui des secteurs industriel et tertiaire. Nous reviendrons plus loin sur cette lenteur d'exécution, qui caractérise de nombreuses mises en valeur de vallées par les projets de type intégré.

B. — TRANSFORMATION DES STRUCTURES GÉOGRAPHIQUES.

Les implications géographiques du Plan de Badajoz sont extrêmement importantes. En effet, non seulement le Plan amorce une révolution, limitée en extension, dans le domaine agraire et agricole, mais il constitue en plus un énergique agent d'évolution dans celui du peuplement et a produit des effets, malheureusement très limités, sur la répartition des activités économiques au niveau régional. C'est pourquoi, on tentera ici de préciser ces effets sur les structures régionales étroitement liées au développement économique, à savoir :

- 1° le peuplement;
- 2° les structures agraires;
- 3° la répartition de l'emploi;
- 4° la structure industrielle et la répartition des industries.

Mouvement général de la population et structure du peuplement. — A cet égard, il paraît utile de suivre l'évolution démographique en milieu urbain et en milieu rural et de comparer le mouvement

⁽¹⁾ En 1959, les cimenteries de Los Santos de Maimona (Province de Badajoz), créées en 1956, avaient atteint une production de 36 700 tonnes pour une capacité annuelle prévue de 75 000 t.

naturel au mouvement général de la population durant la décennie 1950-1960. Cette méthode permet d'estimer la mobilité géographique de la population *extremeña* durant cette période.

Nous avons résumé nos observations dans les deux paragraphes suivants.

a) *L'évolution dans les communes urbaines de plus de 20 000 habitants* ⁽¹⁾.

TABLEAU IV ⁽²⁾

Localisation	Villes	1950	1960	Observations
Zone des Regadios	Badajoz	79 291	96 317	
	Merida	23 835	34 297	
	Don Benito	22 840	25 248	
	Villanueva de la Serena	18 391	20 812	
	Plasencia	18 203	21 297	
Total		162 560	197 971	
Augmentation urbaine en zone irriguée			+ 35 512	soit +21 %
Autres villes	Caceres	45 429	48 005	
	Almendralejo	21 394	20 884	
	Jerez de los Caballeros	15 966	19 268	
		82 789	88 157	
Augmentation des autres villes			+ 5 368	soit +6 %
Milieu rural		1 119 508	1 092 649	
Diminution en milieu rural			-27 859	soit -2 %

⁽¹⁾ Le chiffre de 20 000 habitants, comme minimum de la population, permet d'écarter de cette statistique les gros bourgs purement ruraux qui peuvent dépasser 10 000 habitants.

⁽²⁾ Source : *Censo de la Poblacion*, 1960.

Le tableau IV permet de comparer l'évolution démographique globale en milieu urbain et en milieu rural. Toutefois, on a distingué dans la catégorie urbaine les villes situées dans la zone des *regadíos*.

Les résultats obtenus par cette comparaison sont les suivants :

— La population des villes a augmenté; au contraire les campagnes ont subi une diminution d'ampleur assez considérable. Encore les chiffres fournis concernent-ils le *mouvement général* de la population ! Comme le croît naturel provincial oscille entre 11,3 et 14,6 ‰ à Badajoz et dépasse 14 ‰ à Cáceres, les diminutions globales des campagnes devraient être majorées de plus de 10 % de l'effectif de leur population pour représenter le flux d'émigrants durant la période.

— Toutefois, les chiffres se rapportant aux agglomérations urbaines sont caractérisés par une opposition entre les villes situées dans les *regadíos* et les autres; ces dernières accusent un accroissement général inférieur à l'accroissement naturel moyen de leur province. Toutefois, dans l'ignorance où nous sommes de la démographie particulière à ces vieilles villes, il nous est impossible de fixer avec une certaine précision le déficit réel de population.

— Enfin, le gain absolu des villes situées en *regadío* est manifeste; il n'en faudrait pas conclure trop rapidement à l'accroissement de leur population urbaine proprement dite, car les communes englobant ces agglomérations s'étendent largement sur des zones rurales irriguées. La création sur leur territoire communal de nouveaux villages de colons explique, au moins partiellement, le mouvement d'accroissement observé.

Si l'on fait le total des gains et des pertes, il apparaît évident que l'Extremadoure durant la décennie 1950-1960 accuse un déficit assez considérable de population. L'observation directe et les travaux d'autres chercheurs confirment l'analyse statistique précédente. La diminution observée coïncide, en effet, avec une forte immigration d'Extremeños signalée dans d'autres régions hispaniques et en particulier à Madrid (1).

(1) G.A. DE REPARAZ, *Notes sur les migrations de la population espagnole durant les vingt dernières années*, dans *Méditerranée*, n° 4, oct.-déc., 1962, pp. 71-72 et 87.

En chiffres absolus d'émigration, la province de Badajoz aurait perdu 40 864 habitants entre 1946 et 1955.

En 1955 ⁽¹⁾ 7,4 % des immigrants madrilènes provenaient de l'Extremadoure.

En 1959, à Madrid, un sondage portant sur 100 familles d'immigrants interrogées dans les « chabolas » (bas faubourgs madrilènes) ⁽²⁾, a révélé que 14 d'entre elles provenaient d'Extremadoure (8 de Caceres et 6 de Badajoz).

Par contre, au cours de la période 1955-1960, le mouvement d'émigration aurait fortement diminué. On aurait même assisté à un reflux vers les provinces agricoles pauvres de la Meseta, selon DE REPARAZ ⁽³⁾. Le fait était général en Espagne et résulterait des difficultés économiques dans l'industrie à la fin de cette période. Cependant, ce mouvement de reflux n'a pu compenser les pertes absolues en habitants des campagnes extremeñas durant la décennie 1950-1960.

En effet, l'accroissement global de la province de Badajoz entre ces deux dates a été de 18 590 habitants soit 2,2 %, c'est-à-dire six fois inférieur à l'accroissement naturel pendant cette même période. Quelque 90 000 habitants ont donc quitté la province au cours de la décennie.

La situation dans la province de Caceres est plus caractéristique encore. Cette province accuse un déficit absolu de 4 670 habitants entre 1950 et 1960; l'émigration y est donc plus forte que l'accroissement naturel de quelque 65 000 habitants. A Caceres, l'augmentation de population (y compris le mouvement naturel) n'a atteint que 2 576 unités en 10 ans, soit un peu plus de 5 % (Badajoz : 17 %), c'est-à-dire bien inférieure à l'accroissement naturel de ces 10 années (un peu plus du tiers). Trujillo, troisième localité par ordre d'importance, a même diminué de plus de 1 200 habitants en valeur absolue, soit près de 10 %; il en est de même de Valencia de Alcantara, la suivante pour le nombre d'habitants, qui perd le double, soit plus de 20 % de sa population.

Par contre, Plasencia, avec un gain de 3 000 habitants, suit régulièrement sa courbe d'accroissement naturel; il faut remar-

⁽¹⁾ M. SIGUAN, *Del campo a la ciudad. Un estudio sobre la inmigracion interior en España*, Madrid, 1959.

⁽²⁾ G. A. DE REPARAZ, *ouvr. cité*, p. 88.

⁽³⁾ *Ouvr. cité*, pp. 76-77.

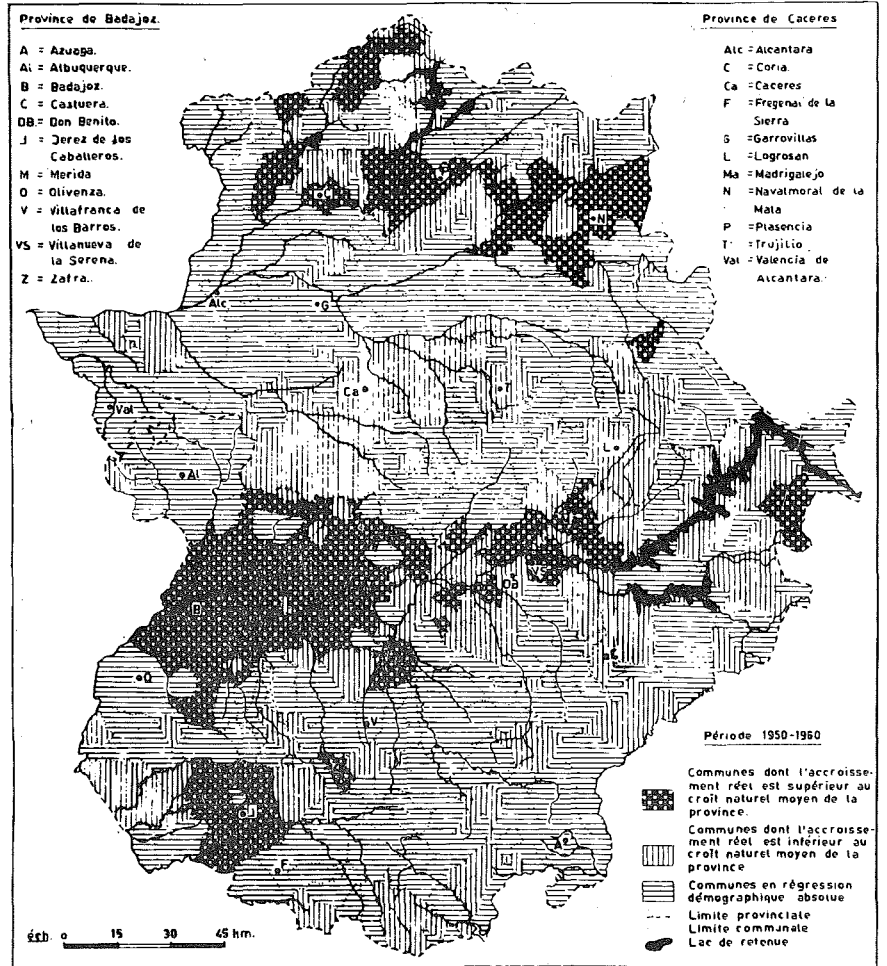


Fig. 5. — Evolution démographique des communes d'Extremadoure au cours de la décennie 1950-1960 (d'après les recensements de la population de 1950 et 1960, Instituto Nacional de Estadística).

quer ici que cette ville est le centre polarisant de toute la zone irriguée du rio Aragon et même de la Vera; cette circonstance n'est pas étrangère à la vitalité de la petite métropole.

b) *Etude sur base communale.* — On peut toutefois se demander si les observations faites en milieu urbain et sub-urbain sont applicables à l'ensemble de la région extremeña. Dans ce but, nous avons

dressé la carte de la figure 5 d'après les statistiques du recensement général espagnol de 1960 ⁽¹⁾. Elle envisage l'évolution de la population entre 1950 et 1960 par unité communale en la répartissant en trois catégories :

- a) population en recul absolu;
- b) population ayant un taux d'accroissement inférieur au taux d'accroissement naturel moyen de la décennie pour chacune des provinces;
- c) population en expansion absolue (taux d'accroissement supérieur au taux d'accroissement naturel).

Nous en dégagerons le commentaire qui suit :

1) Le recul absolu est général dans les *zones rurales non irriguées en 1960*. Il est particulièrement sensible dans les zones de relief bordant la région au sud et dans les sierras centrales; il affecte de même les grandes pénéplaines couvertes de la *encina*, les zones pastorales de montagne vers le Gredos ou celle de la Serena au sud-est.

De même, on constate une forte émigration dans toute la fertile Tierra de Barros, paradis du *Secano* espagnol.

2) Sont en recul relatif, la plupart des communes urbaines et des anciens centres miniers et industriels, à l'exception de localités commerçantes très actives (Jerez de los Caballeros, Zafra, Plasencia) et des villes situées en zone de *regadio* (voir plus haut). On trouve encore de telles communes à la périphérie des zones irriguées et dans les sections du Plan de Badajoz qui n'ont pu encore être raccordées au réseau d'irrigation. Une partie de la Serena et notamment les collines abritant les retenues d'Orellana-Garcia de Sola et du Zuchar sont moins atteintes par l'émigration, avec des taux d'accroissement souvent voisins du croît naturel. La construction des barrages et des centrales hydroélectriques a certainement contribué à la fixation d'une partie de la population autochtone, ainsi qu'à l'entretien momentané d'une certaine main-d'œuvre, ouvriers et techniciens; les chiffres de la *population de fait*, plus élevés dans la région que ceux de la *population de droit*, tendraient à le confirmer.

3) Enfin, *l'accroissement réel* caractérise toutes les communes

⁽¹⁾ INSTITUTO NACIONAL DE ESTADISTICA, *Censo de la Poblacion y de las Viviendas de España* (31 déc. 1960).

situées dans les vallées irriguées des deux provinces, mais plus particulièrement dans les zones récemment bonifiées, où les taux d'accroissement peuvent dépasser 100 %, notamment sur les rives du rio Aragon dans la province de Caceres. Cependant, les anciennes irrigations de la Vera maintiennent en général des taux d'accroissement satisfaisants. Il en est de même des *Hurdes*, où l'on pourrait, en l'absence de *vegas*, invoquer la politique de recolonisation forestière en montagne et les travaux de grands réservoirs artificiels (Borballon, Gabriel y Galan), immobilisant une nombreuse main-d'œuvre, pour expliquer les taux d'accroissement constatés.

En conclusion, cette carte fait apparaître une véritable révolution des structures du peuplement extremeño.

Cette terre d'émigration traditionnelle compte à présent deux zones principales de fixation des populations : les *vegas* du nord et la plaine du Guadiana.

Par contre, les bourgs d'artisans et d'agriculteurs, dans les collines ainsi que dans les petites localités minières du centre et du sud, accusent une nette diminution de leurs effectifs au profit, en partie tout au moins, des deux zones citées plus haut.

Enfin, les terroirs d'agriculture sèche traditionnelle, même plus fertiles, sont caractérisés par un processus rapide d'exode rural, atteignant les proportions d'une véritable hémorragie (jusqu'à 20 % de *perles* par rapport à 1950).

Il y a donc une coïncidence remarquable entre les modifications du peuplement et celles des structures économiques envisagées plus haut.

Evolution des structures agraires. — Les structures agraires n'évoluent guère en Extremadoure. Le tableau V, issu des statistiques du recensement agricole d'octobre 1962, en fournit la preuve. Il montre, classées par taille, les superficies et le nombre des exploitations de la province de Badajoz. On peut faire à son sujet les deux observations suivantes :

1. les exploitations de 100 ha et plus couvrent 64,9 % de la superficie agricole totale; elles représentent seulement 3,7 % du nombre total des exploitations;
2. les exploitations de moins de 5 ha, qui représentent 49 % du nombre total des exploitations, ne couvrent que 4,6 % de la superficie agricole provinciale.

Ces deux observations montrent à suffisance le maintien du latifundium extremeño. Au contraire, comme il a été dit plus haut, la mise en irrigation, aux frais de l'Etat, de la vallée du Guadiana et du rio Aragon a été l'occasion, pour de gros exploitants, de convertir leurs terres sèches en immenses exploitations irriguées; c'est ainsi qu'en 1962, à Caceres, 26 exploitations de plus de 500 ha étaient en cours de transformation en *regadio* pour une surface de 33 395 ha (ce qui représente la superficie des « vegas bajas » de Badajoz).

TABLEAU V. — Province de Badajoz.

Nombre et superficie des exploitations par classe de taille

Taille des exploitations	Superficie par taille	En % de la superficie totale des exploitations	Nombre par taille	En % du nombre total des exploitations
Jusqu'à 5 ha	92 443	soit 4,6 %	49 214	49,0
De 5 à 10 ha	107 609	soit 5,4 %	15 593	15,5
De 10 à 20 ha	151 549	soit 7,6 %	10 998	10,9
De 20 à 50 ha	203 240	soit 10,1 %	6 831	6,8
De 50 à 100 ha	148 232	soit 7,4 %	2 163	2,1
De 100 à 500 ha	681 750	soit 34,0 %	2 989	3,0
+ de 500 ha	620 392	soit 30,9 %	656	0,7
Total	2 005 215	100	100 473	100

(D'après les données du *Primer Censo Agrario de España*, 1962).

A la même époque, les périmètres irrigués, dans la même province de Caceres, couvraient 53 752 ha, dont 20 770 représentaient la surface d'exploitations de moins de 5 ha. A ce moment donc, l'irrigation était encore pratiquée surtout par de petits exploitants et notamment par les colons de l'INC; 7 101 ha seulement relevaient d'exploitations de plus de 100 ha et se trouvaient aux mains de plus de 480 exploitants.

Pour la province de Badajoz, les irrigations couvraient 53 411 ha à l'époque du recensement, mais la part des grosses exploitations dans ce total y était plus élevée : 14 418 ha répartis sur 790 exploitations de plus de 100 ha. Par contre, 10 659 ha seulement représentaient les superficies irriguées de 3 522 exploitations de 5 à 10 ha et 14 006 ha, celles des exploitations de moins de 5 ha pratiquant l'irrigation et au nombre de 8 651. Enfin, en

TABLEAU VI. — Province de Badajoz

Taille de l'exploitation	Totalement en propriété		Avec plus de 50 % de la superficie en propriété		Totalement en fermage		Avec plus de 50 % de la superficie en fermage		Totalement en métayage	
	Nombre absolu	en pourc. du total de la classe	Nombre absolu	en pourc. du total de la classe	Nombre absolu	en pourc. du total de la classe	Nombre absolu	en pourc. du total de la classe	Nombre absolu	en pourc. du total de la classe
Jusqu'à 5 ha	28 781	58,5	2 185	4,4	4 515	9,2	1 179	2,4	4 828	9,8
De 5 à 10 ha	5 172	33,2	1 855	11,9	634	4,1	851	5,4	2 263	14,5
De 10 à 20 ha	3 546	32,2	1 831	16,6	444	4,0	713	6,5	1 162	10,6
De 20 à 50 ha	2 707	39,6	1 222	17,9	372	5,5	536	7,8	541	7,9
De 50 à 100 ha	1 161	53,7	290	13,4	179	8,3	213	9,8	109	5,0
De 100 à 500 ha	1 857	62,1	204	6,8	478	16,0	284	9,5	65	2,2
Plus de 500 ha	444	67,7	50	7,7	88	13,4	41	6,3	1	—
Total	43 668	49,4	7 637	8,6	6 710	7,6	3 817	4,3	8 969	10,1

(D'après les données du *Primer Censo Agrario de España*, oct. 1962).

octobre 1962, 24 exploitations de plus de 500 ha opéraient la mise en irrigation de 1 246 ha seulement; mais, depuis 1950, près de 3 000 ha avaient été ainsi convertis par des exploitations de cette taille.

On peut donc conclure qu'il se produit en Extremadoure un double mouvement; d'une part, le morcellement en petites surfaces par la colonisation d'étendues expropriées et, d'autre part,

Exploitations classées par taille selon le régime foncier

Avec plus de 50 % de la superficie en métayage		Totalelement en autres régimes		Avec plus de 50 % en autres régimes		Autres cas non envisagés antérieurement		Total des exploitations par classe	Taille de l'exploitation
Nombre absolu	en pourc. du total de la classe	Nombre absolu	en pourc. du total de la classe	Nombre absolu	en pourc. du total de la classe	Nombre absolu	en pourc. du total de la classe		
2 114	4,3	4 101	8,3	625	1,3	886	1,8	49 214	Jusqu'à 5 ha
2 303	14,8	1 354	8,7	662	4,2	499	3,2	15 593	De 5 à 10 ha
1 987	18,1	276	2,5	613	5,6	426	3,9	10 998	De 10 à 20 ha
963	14,1	68	1,0	188	2,8	234	3,4	6 831	De 20 à 50 ha
144	6,6	9	0,4	30	1,4	28	1,3	2 163	De 50 à 100 ha
35	1,2	24	0,8	25	0,8	17	0,6	2 989	De 100 à 500 ha
4	0,6	13	2,0	10	1,5	5	0,8	656	Plus de 500 ha
7 550	8,6	5 845	6,6	2 153	2,4	2 095	2,4	88 444	Total

l'adaptation des grandes propriétés riveraines à l'économie d'agriculture irriguée. Ce double processus par les « extrêmes » va, sans aucun doute, poser des problèmes au niveau de la rentabilité des exploitations et de l'écoulement des produits.

L'évolution des *régimes fonciers* est, elle aussi, très lente. En 1962, dans la province de Badajoz, 18,7 % du nombre des exploitations étaient en métayage soit en totalité, soit pour plus de 50 % de leur superficie. Le tableau VI fournit quelques indications complémentaires; il montre que ce régime foncier est représenté principalement parmi les exploitations de 5 à 20 ha. Par contre, la propriété est le fait des toutes petites exploitations ainsi que de celles de plus de 50 ha. L'exploitation moyenne (de 10 à 50 ha) est surtout affermée ou en métayage. Le Plan de Badajoz a pour effet de renforcer cette tendance puisqu'il accroît la propriété foncière dans les échelons de taille inférieurs.

Evolution de l'emploi. — Les données que l'on possède à ce sujet sont assez fragmentaires. Néanmoins, elles font apparaître que l'Extremadoure était et reste dans une large mesure un pays de sous-emploi.

1. Si l'on examine les statistiques de la population active en 1957, on constate que celle-ci ne représente que 29 % de la population totale à Badajoz et 33 % à Caceres. Heureusement, les données de la Banque de Bilbao, en 1962, font apparaître un certain redressement : la diminution totale de la population entre les deux années de référence (1957-1962) s'élève à 31 513 personnes (voir plus haut); il y correspond une augmentation de population active de 30 135 unités pour l'Extremadoure. Bien que celle-ci représente un relèvement total de 3 % du volume de l'emploi, on ne peut l'imputer aux seuls effets du Plan, car il a été obtenu partiellement au prix de l'émigration d'une partie de la population « inactive », c'est-à-dire structurellement inemployable.

2. La composition de la population active confirme cette observation. On a noté dans la première partie l'importance des activités agricoles au sein de l'économie régionale. Cette importance se traduit en chiffres de population active; en 1957, les agriculteurs représentaient 72 % de celle-ci; en 1962, 61 % seulement. Une partie des agriculteurs a donc disparu ou s'est convertie aux activités secondaires et tertiaires; le nombre de salariés dans

l'industrie, par exemple, a crû de 8 908 unités dans l'intervalle pour la province de Badajoz, de 12 034 dans celle de Caceres. Il y a donc là un résultat non négligeable, à porter en grande partie au compte de l'effort d'aménagement et d'industrialisation entrepris.

3. Cependant, l'opération de conversion industrielle à opérer paraît démesurée par rapport aux initiatives actuelles. En effet, au sein de la population active agricole de 1957, on dénombre 142 925 ouvriers et ouvrières occasionnels, c'est-à-dire 44,6 % de celle-ci. Ces ouvriers occasionnels représentent en fait un sous-prolétariat rural, vivant dans une extrême misère et soumis au rythme de la demande temporaire de main-d'œuvre du latifundium, au cours du déroulement saisonnier des travaux agricoles. Or, il s'agit d'une main-d'œuvre peu qualifiée, difficilement reconvertible, si ce n'est dans des emplois mal rémunérés du tertiaire, des services et de la construction. C'est donc à éponger une grande partie de cette masse d'inemployés ou d'employés sporadiques, que devrait s'attaquer l'aménagement régional en Extremadoure. C'est pourquoi il faut clairement définir, à cet égard, les possibilités du Plan. Dans le présent paragraphe, nous examinerons les occasions de reclassement de cette main-d'œuvre offertes par la colonisation agricole, pour étudier dans le suivant les espoirs que l'on peut fonder sur l'évolution des structures industrielles.

4. Le Plan de Badajoz prévoit l'installation de quelque 9 000 colons pour l'ensemble des Vegas Bajas et Altas (voire première partie). Il est improbable que cette colonisation puisse porter remède au problème du sous-prolétariat agricole pour les deux raisons suivantes :

- a) le nombre de ces occasionnels, qui s'élevait en 1957 à 79 174 personnes pour la seule province de Badajoz, est démesuré par rapport aux occasions offertes lorsque tout le Plan aura été exécuté;
- b) la très grande majorité de cette population est incapable de réunir le petit capital de départ nécessaire à l'admission au sein des colons. C'est donc chez les petits paysans déjà nantis d'un bien que se recrutent et se recruteront les colons.

5. C'est plutôt la conversion du *latifundium* céréalier de *secano* en *latifundium* irrigué qui pourra, dans une certaine mesure, utiliser la main-d'œuvre de manière accrue. Les résultats du Plan

sont assez significatifs à cet égard ⁽¹⁾, puisque en 1961, 46 700 ha irrigués fournissaient du travail à 23 000 travailleurs (2 500 colons compris) au lieu de 3 900 durant la période précédant l'irrigation. Cependant, on peut penser que l'emploi maximum serait obtenu dans la moyenne exploitation, où l'on observe peu les économies d'échelles et l'utilisation de puissants moyens mécaniques qui réduisent le volume de l'emploi.

6. Enfin, il faut remarquer que les étendues de terres irrigables constituent, quoiqu'on fasse, un facteur limitant : les 115 000 ha prévus au Plan constituent ce facteur inélastique. Compte tenu de l'accroissement naturel rapide de la population, il ne faut donc pas s'illusionner quant aux capacités d'accueil de l'agriculture des Vegas. En extrapolant prudemment à partir des résultats acquis, on peut penser que celles-ci offriraient un emploi agricole à une cinquantaine de milliers de personnes (colons compris) à la fin de la réalisation du Plan.

Dès lors, on voit mal comment il serait possible de résoudre le problème de l'emploi en Extremadoure par la seule action du secteur agricole.

Evolution du secteur industriel. — Il a été dit plus haut qu'entre 1957 et 1962, la population active industrielle a augmenté en Extremadoure de manière notable. Parallèlement, dans la première partie, l'exposé du Plan de Badajoz a permis de souligner qu'un effort particulier d'investissement industriel a été entrepris, dans la région des Vegas surtout. Il convient à présent de mettre en regard de ces investissements, les résultats qu'ils ont engendrés.

Le tableau VII permet de mesurer l'évolution dans 8 branches importantes de l'industrie. Il appelle le commentaire suivant :

1. Les progrès les plus notables, aussi bien dans le volume de l'emploi que dans la rémunération du travail, ont été accomplis dans la construction, les industries alimentaires, le textile et les produits non métalliques (cimenteries). Certains progrès ont été enregistrés dans le domaine des constructions métalliques. Les données fournies en 1957, qui englobent métallurgie de base et

⁽¹⁾ G. HERMET, *Le problème méridional de l'Espagne*, dans *Cahiers de la Fondation des Sciences politiques*, Paris, Colin, 1965, p. 131. — BANQUE DE BILBAO, *El Plan de Badajoz y su situación a fin de 1961*, dans *Rivista financiera*, juillet 1962.

TABLEAU VII. — Répartition de la main-d'œuvre et des salaires industriels pour 8 branches principales d'activité

	Province de Badajoz		Province de Caceres	
	1957	1962	1957	1962
Industries extractives :				
Personnel salarié	1 815	1 559	728	734
Salaire total	51 224,7	56 800	19 288,4	24 000
Métallurgie de base :				
Personnel salarié	1 775	184	656	40
Salaire total	46 146,5	8 500	18 105,6	1 300
Constructions métalliques :				
Personnel salarié	+	2 568	+	886
Salaire total	+	114 900	+	26 900
Industries chimiques :				
Personnel salarié	452	483	681	575
Salaire total	15 984,1	14 600	23 536	19 600
Céramique, verre et ciment :				
Personnel salarié	842	1 581	524	919
Salaire total	17 846,2	39 700	10 964,7	21 700
Industries alimentaires :				
Personnel salarié	4 685	7 398	1 462	3 563
Salaire total	114 150,0	171 400	37 466,7	73 700
Peaux, cuirs, industries textiles et confection :				
Personnel salarié	2 404	3 057	952	1 711
Salaire total	52 004,7	74 400	19 828,1	33 300
Construction et Travaux publics :				
Personnel salarié	14 231	16 026	8 304	15 943
Salaire total	323 982,9	456 700	188 833,0	470 300

(Source : Banque de Bilbao).

N.B. 1. Les salaires sont exprimés en milliers de pesètes.

2. Les + indiquent que personnel et salaires sont confondus avec les chiffres de la branche précédente (métallurgie de base).

constructions métalliques, permettent mal d'établir une comparaison valable dans le domaine de ces dernières; mais d'autres statistiques consultées, portant sur l'année 1960, indiquent une régression à Caceres et une stagnation à Badajoz en ce qui concerne la métallurgie de base. Les augmentations constatées proviennent donc bien d'un certain développement des constructions métalliques.

2. Par contre, une stagnation s'observe dans le domaine des industries chimiques, des industries extractives et, comme on vient de le dire, dans celui de la métallurgie de base.

3. Nous n'avons pas mentionné les constructions électriques et les industries pétrochimiques, dont le rôle est parfaitement négligeable durant cette période dans l'économie industrielle régionale.

Il ressort de cet examen que les branches industrielles en expansion sont bien celles qui reçoivent une impulsion par des investissements massifs dans le cadre des Plans régionaux de développement intégré. Cette constatation porte à l'optimisme. Toutefois, celui-ci est mitigé parce que les effets « amont » sur les industries de base et sur les industries spécialisées de haute rémunération (électriques, pétrochimiques) *sont nuls au niveau régional*. L'équipement des ouvrages et usines fait peu appel aux productions des industries régionales existantes ou prévues, à l'exception des matériaux non métalliques (ciment, briques, etc.). Cette infrastructure d'équipement lacunaire peut être menacée dans l'avenir. En particulier, on peut craindre que, avec la fin des commandes d'équipement des ouvrages d'irrigation et d'hydro-électricité, les cimenteries et entreprises de construction ne traversent une grave période de sous-emploi. Or, actuellement, cette branche d'industrie est celle qui possède le plus fort taux de croissance. Enfin, nous avons dit plus haut, qu'elle n'exigeait guère de main-d'œuvre qualifiée et constituait un exutoire normal pour les populations rurales au sortir du primaire agricole. Il est donc souhaitable que l'*effet de l'ouvrage* ⁽¹⁾ déclenchant l'essor de l'agriculture irriguée puisse rapidement intervenir pour procurer à ces travailleurs de nouveaux emplois agricoles.

Il apparaît surtout essentiel que le Plan d'aménagement

(1) Terme désignant l'essor durable d'une économie régionale sous l'influence de travaux d'aménagement, par opposition aux *effets de l'investissement* concomitants des travaux eux-mêmes et de nature fugace.

régional arrête le déclin et la stagnation de l'industrie extractive et de la métallurgie de base en Extremadoure. Une politique de développement de ces industries aurait non seulement l'avantage de rendre plus cohérent et intégré l'aménagement de la région au niveau des complémentarités techniques, mais il permettrait en plus de rendre vie et dynamisme à certains gros bourgs en déclin de la Tierra de Barros et du revers nord de la Sierra Morena. Bien entendu, une telle politique suppose, non l'éparpillement de petites entreprises, tel qu'il existe actuellement, mais le regroupement de celles-ci sur le plan financier et technique comme sur le plan géographique. A cet égard, un axe de développement pourrait être la ligne de chemin de fer du sud par Almendralejo-Villafranca de los Barros. Outre l'activité sidérurgique existante dans cette localité (3 000 t d'acier de capacité annuelle), cette ligne ferroviaire est accompagnée, du moins jusqu'à Villafranca, par une ligne de transport de force électrique double de 138 et 66 kVA. Le chemin de fer dessert plus au sud Los Santos de Maimona, où une cimenterie fonctionne depuis 1956 pour les besoins du Plan, et Zafra, que sa localisation à la jonction des lignes venant de Jerez de los Caballeros, de Huelva et de Seville-Llerena pourrait appeler à diriger le petit hinterland industriel rattaché à la Sierra Morena.

EN GUISE DE SYNTHÈSE

Au niveau régional. — *Pour conclure*, s'il nous est impossible de porter un jugement définitif sur un Plan d'aménagement, d'ailleurs en cours de réalisation, parce que certains de ses aspects ont été incomplètement abordés ou totalement négligés dans cette étude, il nous paraît cependant opportun de livrer quelques réflexions sur le plan de l'efficacité régionale d'une pareille entreprise.

En effet, les investissements publics qui ont été et sont encore opérés dans la vallée du Guadiana, représentaient initialement plus de 5 milliards de pesètes et ce chiffre est largement dépassé actuellement. En outre, les investissements privés devraient s'élever, selon les prévisions, à 2 milliards de pesètes. Dans ce secteur aussi, les crédits demandés ont été supérieurs aux sommes prévues. Un effort aussi colossal doit trouver une justification dans les résultats obtenus.

1. Malgré la lenteur de son exécution, le Plan semble une

réussite technique dans le cadre des zones irriguées. Peu d'aménagements utilisant les techniques de l'eau peuvent prétendre, dans le cadre des régions périméditerranéennes, à une telle perfection dans l'exécution des travaux agronomiques et de génie civil.

2. La préparation technique et psychologique des colons est, elle aussi, digne d'éloges. Au bout de cinq années de tutelle, ils nous ont paru parfaitement aptes à gérer leur petite exploitation.

3. Toutefois le Plan, nous venons de l'exposer, s'intègre peu dans la région, dont il ne modifie guère les structures fondamentales. Tant sur le plan humain que sur le plan agraire, technique et économique, un cloisonnement apparaît entre les gens du *Secano* et ceux du *Regadio*.

4. Dans sa forme actuelle, le Plan ne peut résoudre le problème du sous-emploi *extremeño*. En effet, les conditions financières d'accession à la qualité de colon limitent la portée du projet de colonisation à une couche de la population, certes très méritante : le petit exploitant du *Secano*. Il ne peut donc favoriser qu'indirectement la masse sous-prolétarienne à laquelle les structures foncières et techniques régionales interdisent tout développement. Encore ce projet ne viendra-t-il en aide qu'à une partie des petits exploitants, car sa capacité d'absorption est limitée pour des raisons climatiques, foncières et techniques.

5. Si les Vegas ont joué, dans une certaine mesure, le rôle polarisant qui leur était assigné par le Plan, elles n'ont pu arrêter l'exode vers les grands centres urbains. Il s'est donc produit une désintégration ou une stagnation des petits bourgs régionaux situés en dehors de la zone irriguée. Une des raisons de cet exode, dans l'Extremadoure du sud en tout cas, est le peu d'intérêt porté par le Plan aux activités du secteur secondaire dans les zones extra-fluviales.

Le Plan de Badajoz comme modèle de développement intégré pour les régions sous-développées. — Au terme de cette étude, certaines observations, faites dans le contexte particulier du Plan de Badajoz, nous paraissent suffisamment exemplatives pour être appliquées à certaines régions sous-développées.

1. Il a été montré plus haut que le Plan de Badajoz est une entreprise très *coûteuse*. Il a été réalisé avec un *concours puissant de moyens techniques*, de *spécialistes hautement qualifiés*. Il s'est appuyé sur une infrastructure *financière nationale* relativement

importante ⁽¹⁾. Encore sa réalisation accuse-t-elle des retards et des dépassements budgétaires importants ⁽²⁾. Il en résulte qu'un aménagement d'une telle envergure ne peut raisonnablement être envisagé que dans des pays possédant un *standing* financier et technique comparable.

2. On a démontré, dans la seconde partie, que si le Plan s'avère une réussite technique, il n'en va pas de même en ce qui concerne les effets directs et indirects qu'il produit dans sa région. En particulier, on ne peut affirmer qu'il ait résolu les problèmes de l'agriculture et de l'industrie en Extremadoure. S'il a relevé largement le niveau de vie du colon, il n'a pu combler jusqu'à présent l'écart du revenu individuel qui sépare la région de la moyenné espagnole. Enfin, il s'avère un simple palliatif de l'exode rural. Il ne faut pas seulement rechercher la cause de ce faible influx régional dans des retards d'exécution de travaux ou dans un manque de coordination des organismes d'aménagement. A bien des points de vue, le travail de ceux-ci est digne d'éloges. Mais la cause essentielle de ce cloisonnement des effets réside, à notre avis, dans une intégration incomplète de l'entreprise dans son milieu; en particulier, la question d'une transformation des structures du *secano* est demeurée entière. Le nombre des colons choisis et les espaces limités consacrés à la colonisation ne sont pas à la mesure du surpeuplement rural (dans les structures actuelles).

C'est, une fois de plus, la *démonstration de la très grande difficulté — et nous dirions même des nombreux aléas — qu'implique un développement intégré de vallée*. Bien qu'on ne puisse parler ici d'un échec — en tout cas pas à l'échelle de la zone irriguée — l'intégration n'a lieu que dans le cadre de l'unité opérationnelle et ne s'étend guère au-delà. Il nous apparaît donc inexact d'assimiler de telles entreprises, où qu'elles soient exécutées dans le monde sous-développé, à des *aménagements régionaux*. Elles n'en ont ni la profondeur, ni l'envergure.

3. La vallée doit être considérée comme une simple unité opérationnelle au sein d'un contexte plus complexe et plus vaste. Ses relations avec l'ensemble régional doivent être préalablement

⁽¹⁾ En 1955, l'Espagne occupait le 17^e rang mondial pour le volume du revenu national, mais le 47^e pour le revenu *per capita*. Voir à ce sujet : N. GINSBURG, *Atlas of Economic Development*, The University of Chicago Press, 1961.

⁽²⁾ G. HERMET, *ouvr. cité*, p. 130.

définies, si l'on envisage d'y pratiquer un quelconque aménagement. En particulier, pour ce qui concerne les problèmes humains, il faut s'assurer que les influx économiques, provoqués par la hausse des revenus dans l'unité opérationnelle, pourront se transmettre en dehors de celle-ci et rendre viables les économies des communautés périphériques. Cela implique entre lieux habités des complémentarités techniques et économiques qui font défaut dans les sociétés traditionnelles. Celles-là peuvent apparaître, dans les campagnes sèches, par la création de fonctions et d'activités stratégiquement réparties et liées à celles de l'unité opératoire par des rapports fonctionnels et par une offre ou une demande solvable.

4. Comme on le voit donc, dans une région sous-développée, le grand souci doit être la création d'emplois en nombre adéquat, stables et suffisamment rémunérés. Cela suppose un élargissement de la gamme des activités et une intensification de la production dans les secteurs existants. Il apparaît bien que la panacée aux maux du sous-développement régional n'est pas nécessairement et seulement la création « de novo » de tout un secteur indépendant d'activités modernes, mais également et surtout la création d'activités techniquement complémentaires qui prolongent les circuits économiques anciens vers l'amont comme vers l'aval et qui opèrent, au sein des activités traditionnelles, une diversification suffisante pour produire la transformation des structures anciennes de production.

Dans cette recherche, le géographe peut rendre des services éminents, car il est, par sa formation, apte à établir un bilan correct de la répartition et des liens organiques des activités traditionnelles. Son appréhension globale des collectivités rurales dans leur milieu lui permet de discerner les points forts de l'articulation régionale et d'aider l'économiste à judicieusement choisir et répartir les investissements, au lieu de les concentrer « en vase clos » ou de les semer au gré de la politique locale et des impératifs opportunistes.

C'est donc, selon l'expression de L. J. LEBRET, vers une *stratégie de l'action* ⁽¹⁾ que le géographe doit délibérément s'orienter.

⁽¹⁾ L. J. LEBRET, *La coopération technique devant les perspectives du développement authentique*, dans *Développement et Civilisation*, Paris, 1966, n° 26, pp. 46-55. Voir aussi : *Dynamique concrète du Développement*, Paris, Les Editions Ouvrières, Economie et Humanisme, 1963, 550 p.

Cette stratégie suppose une adaptation constante aux conditions du terrain, c'est-à-dire du milieu géographique. Certes, les modèles du type du développement intégré sont utiles à titre de référence et pour autant que la vallée constitue l'âme même de l'armature régionale. Mais il est hasardeux de vouloir greffer sur la région un axe de drainage économique trop artificiel.

5. La remarquable organisation intrinsèque du Plan de Badajoz, sur le plan des techniques de l'eau, des techniques agricoles, de la rénovation de l'habitat, de la complémentarité des industries agricoles et des occasions d'emploi, féminins surtout, que celles-ci impliquent, lui vaut, à juste titre, les louanges de maints experts. De nombreux spécialistes des pays en développement viennent y étudier d'ingénieuses solutions aux problèmes du génie rural ou de la distribution des réserves hydriques.

Il convenait de souligner ce caractère exemplatif d'une remarquable opération d'intégration des techniques de l'eau.

(Séminaire de Géographie de l'Université de Liège, mai, 1967).